



2018

Rapport  
du budget primitif

.....

MAIRIE DE



TOULOUSE

[www.toulouse.fr](http://www.toulouse.fr)



# Sommaire

## Équilibre budgétaire

- P.4** Contexte financier, projets de lois de finances 2018-2022
  - P.5** Préambule : Poursuite de la métropolisation
  - P.6** La chaîne de l'épargne
  - P.7** Le fonctionnement
  - P.16** L'investissement
  - P.20** L'endettement
  - P.22** La présentation du budget par grande politique publique
- 

## Toulouse ville créative

- P.24** Action internationale et européenne
  - P.25** Soutien aux acteurs culturels locaux
  - P.26** Lecture publique
  - P.27** Patrimoine et musées
  - P.28** Musique et spectacle vivant
  - P.29** Communication externe
- 

## Toulouse ville responsable

### ORGANISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

- P.32** Stationnement, déplacements, mobilité
- P.33** Marchés et occupation du domaine public
- P.34** Éclairage Public
- P.35** Opérations d'aménagement et opérations foncières
- P.36** Jardins et espaces verts
- P.37** Voies d'eau et développement durable

### PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

- P.40** Démocratie locale
  - P.41** Lutte contre les discriminations
  - P.42** Police municipale
- 

## Toulouse ville solidaire

- P.44** Éducation
  - P.45** Cuisine centrale
  - P.46** Petite enfance
  - P.47** Enfance loisirs
  - P.48** Animation socioculturelle
  - P.49** Renforcement du lien social
  - P.50** Logement
  - P.51** Mission Accueils Jeunes
  - P.52** Séniors
  - P.53** Hygiène et santé
  - P.54** Sports
- 

## Moyens et modernisation de l'action publique

- P.56** Ressources humaines
  - P.57** Gestion des bâtiments communaux
  - P.58** Schéma directeur immobilier municipal
  - P.59** Numérique
- 

## Thématique transversale : le Contrat de Ville

- P.62** Contrat de Ville et renouvellement urbain
-

# Équilibre budgétaire

- P.4** Contexte financier, projets de lois de finances
- P.5** Préambule : poursuite de la métropolisation
- P.6** La chaîne de l'épargne
- P.7** Le fonctionnement
- P.16** L'investissement
- P 20** L'endettement
- P 22** La présentation du budget par grande politique publique



# Contexte économique et financier, projets de lois de finances

Dans un contexte de reprise économique (prévision à +1,7% en 2018), les projets de loi de finances 2018 (PLF 2018) et celui de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 (PLPFP 2018-2022) fixent globalement la trajectoire des finances publiques, qui repose sur trois piliers :

- le respect des engagements européens, avec une baisse de la dette publique de cinq points de PIB,
- la réduction de la dépense publique de plus de trois points à l'horizon 2022,
- et la baisse de la pression fiscale pour les ménages comme pour les entreprises, d'un point de prélèvements obligatoires.

Largement associées à ces objectifs, les collectivités territoriales devront diminuer leurs dépenses de 13 milliards d'euros sur l'ensemble du quinquennat, soit 2,6 milliards par an, par rapport à un tendanciel d'évolution, comme le présente le PLPFP 2018-2022.

A ces fins :

- l'article 10 du PLPFP 2018-2022 créé, pour les collectivités dont les dépenses dépassent plus de 30 M€, représentant plus de 80 % de la dépense locale, un **dispositif de contractualisation visant à la maîtrise des dépenses de fonctionnement autour d'une norme d'évolution annuelle fixée à 1,2%** ;
- l'article 24 du PLPFP 2018-2022 instaure une **règle prudentielle de maîtrise de l'endettement local**. Le ratio d'endettement des communes, défini comme le rapport entre l'encours de dette et la capacité d'autofinancement, devra

être inférieur à un nombre d'années compris entre 11 et 13 ans, sous peine d'intervention des services de l'Etat et la Chambre Régionale des Comptes.

Dans ce contexte, le PLF 2018 marque la fin de la baisse des concours aux collectivités engagées en 2014, qui progresseront l'année prochaine de 400 M€, et plus particulièrement celle de la DGF qui s'était traduite par une diminution structurelle de la dotation forfaitaire de 33,34 M€ pour la Ville de Toulouse. Le PLF 2018 prévoit également :

- une augmentation de 190 M€ de la péréquation verticale, dont plus 90 millions pour la dotation de solidarité urbaine (DSU) ;
- le gel du Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) plafonné pour 2018 à 1 Md€. la contribution de la Ville serait stabilisée ;
- le soutien à l'investissement local, via :
  - un maintien des dotations d'investissement autour de 1,8 milliard d'euros ;
  - la mise en place d'un grand plan d'investissement de 57 milliards mobilisé sur 5 ans, dont 10 milliards d'euros seront consacrés au financement des projets des collectivités portant sur les priorités stratégiques (rénovation énergétique, mobilité durable, numérique, innovation, formation) ;
  - la revalorisation de 80 M€ du FCTVA en 2018 et l'automatisation de sa gestion ;
  - la réinstauration d'un jour de carence, après son abrogation en loi de finances 2014.

## ■ ZOOM : ALLÈGEMENT DE LA TAXE D'HABITATION POUR LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

L'allègement de la taxe d'habitation pour la résidence principale serait conduit progressivement sur trois ans pour faire en sorte que 80 % des ménages en soient exonérés (première tranche du dégrèvement en 2018 à hauteur de 30 % pour tous les contribuables visés par le dispositif, puis 65 % en 2019 et 100 % en 2020). Pour rappel, 12 millions de foyers sont d'ores et déjà exonérés de taxe d'habitation.

Le projet gouvernemental consiste à étendre le nombre de bénéficiaires du dégrèvement de taxe d'habitation, élevant le niveau de revenu au-dessus duquel celui-ci se déclenche (25 180 € en 2017 pour une part portée sans doute à 27 000 €, 43 000 € pour un couple et 49 000 € pour un couple avec un enfant) et en transformant les dégrèvements partiels actuels en un dégrèvement total à l'horizon de 3 ans.

Dans l'avenir, les hausses de taux de taxe d'habitation votées demeureront à la charge des contribuables. Un contribuable que la réforme rend non-imposable, pourra redevenir imposable, partiellement en cas de hausse future du taux

d'imposition ou totalement en cas de changement de sa situation fiscale, (son revenu) ou familiale (nombre de parts). Le mécanisme du dégrèvement est neutre pour la collectivité, car l'Etat se substitue aux contribuables, à l'inverse des exonérations partiellement compensées l'année d'après.

Le gouvernement a précisé que cette réforme de la taxe d'habitation doit s'inscrire dans une refonte plus générale de la fiscalité locale. Elle sera notamment discutée lors de conférences nationales des territoires, dont la prochaine session se tiendra le 14 décembre 2017.

Selon les simulations de la Commission des finances du Sénat, le montant du dégrèvement, pour Toulouse, serait d'environ 80 M€. Le nombre de nouveaux exonérés (128 000 foyers fiscaux) représente 61 % du nombre total de foyers toulousains. Au total, la part du nombre d'exonérés anciens et nouveaux (160 412) sera de 76,3 % par rapport au nombre de foyers total.



# Préambule

Contrairement aux années 2016 et 2017 qui ont été marquées par le transfert de nouvelles compétences des communes membres vers Toulouse Métropole (équipements d'intérêt métropolitain, GEMAPI, cimetières toulousains, aires des gens du voyage), il n'est pas prévu en 2018 de modification des périmètres d'intervention de la Ville de Toulouse et de la Métropole.

Le budget primitif pour 2018 intègre néanmoins la modification de l'attribution de compensation de la Métropole vers les communes, permettant de neutraliser l'impact financier des transferts, qui a été arrêté dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Deux évolutions importantes de l'écosystème de la collectivité, qui font l'objet de retraitements dans les analyses suivantes, sont toutefois à noter :

## ■ LA CRÉATION DES « SERVICES COMMUNS »

Mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et au 1<sup>er</sup> janvier 2017, les « Services communs » désignent l'ensemble des directions (finances, ressources humaines, numérique, architecture, analyse et études de gestion, immobilier, affaires juridiques, commande publique, gestions déléguées et les moyens généraux), dont les moyens ont été transférés à Toulouse Métropole, mais qui exercent les fonctions supports des deux collectivités.

Constatée lors du vote du budget supplémentaire 2017, cette mutualisation représente un volume financier en dépense de masse salariale de 37,1 M€, dont la neutralisation des impacts budgétaires entre la Ville et la Métropole est traitée dans le cadre d'une modulation des attributions de compensation.

## ■ LA DÉPÉNALISATION DU STATIONNEMENT

Avec la dépénalisation du stationnement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'amende de police qui sanctionne les infractions au stationnement payant sur voirie est remplacée par un forfait de post stationnement (FPS) dont le montant est fixé par la collectivité.

Les recettes complémentaires générées par le FPS en 2018 devraient s'élever à 5 M€ en 2018. Déduction faite des charges occasionnées par le recouvrement de ce produit (environ 1,2 M€ de frais de gestion administrative et de personnel), ce sont près de 3,8 M€ qui seront reversés par la Ville à la Métropole, pour financer l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt métropolitaine.



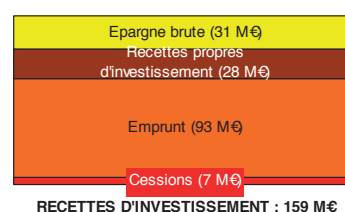
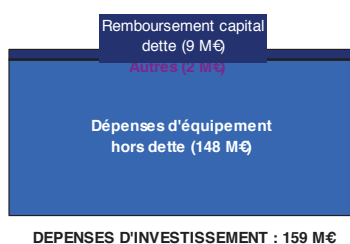
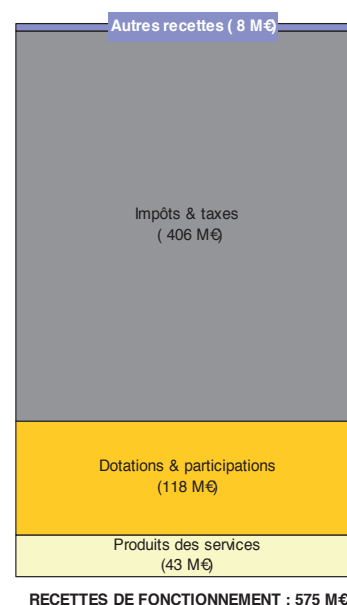
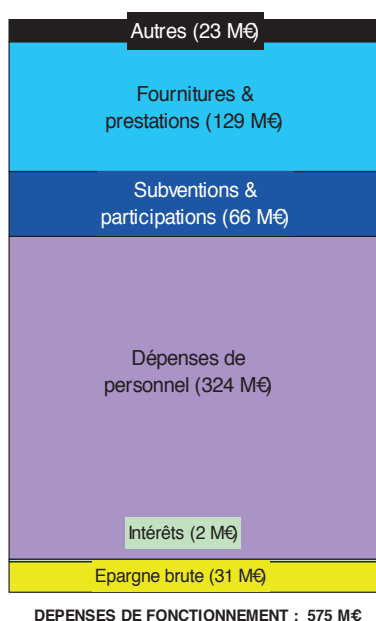
# La chaîne de l'épargne

En M€	BP 2017 retraité des « Services communs »	BP 2018
Recettes réelles de fonctionnement	558,24	573,89
Dépenses de fonctionnement hors dette	533,24	541,63
Epargne de gestion	25,00	32,26
Charges financières nettes	2,10	1,58
Remboursement capital dette	6,81	8,99
Epargne nette	16,10	21,69
Dépenses réelles d'investissement (hors FCTVA)	159,85	150,04
Recettes réelles d'investissement hors emprunt	43,28	35,24
Emprunt d'équilibre	105,97	93,08

En 2018, les recettes de fonctionnement devraient progresser de plus de 15 M€ par rapport à 2017. En parallèle, la croissance des dépenses de fonctionnement sera limitée à 8 M€ environ. La dynamique des recettes et la maîtrise de la dépense permettront de dégager une épargne nette de plus de 20 M€, en augmentation de près de 35 %.

Ces efforts de gestion permettront corrélativement une diminution de près de 12 % du besoin de financement par rapport à 2017, et ce alors que les dépenses et les recettes d'investissement sont respectivement en recul de près de 10 M€. Afin d'assurer le financement de 150 M€ de dépenses d'équipement en 2018, il est inscrit un emprunt d'équilibre de 93 M€.

## Équilibre du budget à iso périmètre



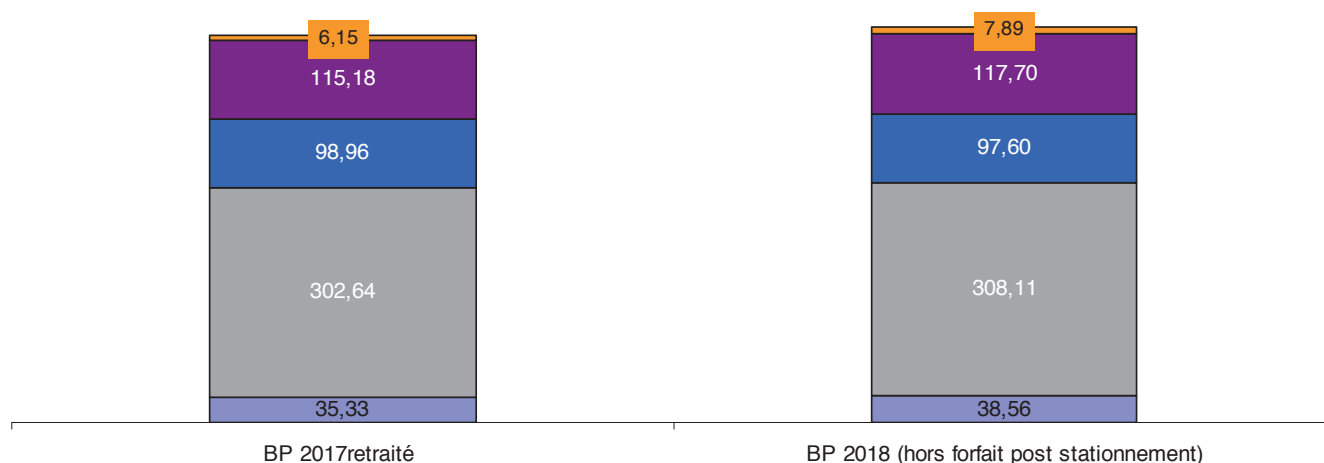


# Le fonctionnement

## 1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Après neutralisation de l'impact budgétaire de la création des « Services communs » et de la mise en œuvre du forfait de post stationnement, les recettes de fonctionnement passent de 558,3 M€ en 2017 à **569,9 M€ en 2018, soit une augmentation de 11,6 M€.**

Répartition des principales recettes de fonctionnement



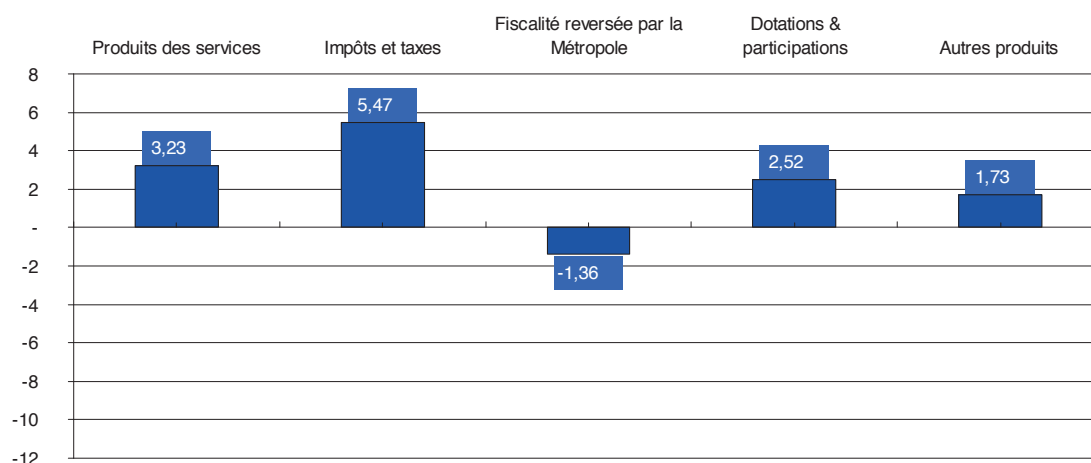
Cette augmentation résulte de trois facteurs principaux :

- le **dynamisme des impôts et taxes**, qui augmenteront de 5,5 M€, à mettre en lien avec la croissance économique du territoire et du marché immobilier toulousain ;
- **une augmentation du produit des services**, qui devrait atteindre 3,2 M€ en 2018, à mettre en perspective des augmentations tarifaires décidées en 2015-2016, et dont les effets apparaissent avec une ou deux années de décalage ;
- la **fin de la baisse des dotations de l'Etat vers les collectivités** engagée en 2013, qui avait conduit à une diminution de près de 33 M€ de recettes annuelles pour la Ville de Toulouse par rapport à 2013. En 2018, les dotations et participations augmenteront de 2,5 M€.

Il est cependant à noter que le budget 2018 est ajusté d'une diminution de 1,4 M€ de la fiscalité reversée par la Métropole, après l'évaluation financière définitive des transferts d'équipements dits d'intérêt communautaire, des cimetières toulousains, de la compétence GEMAPI, ainsi que des « Services communs ».

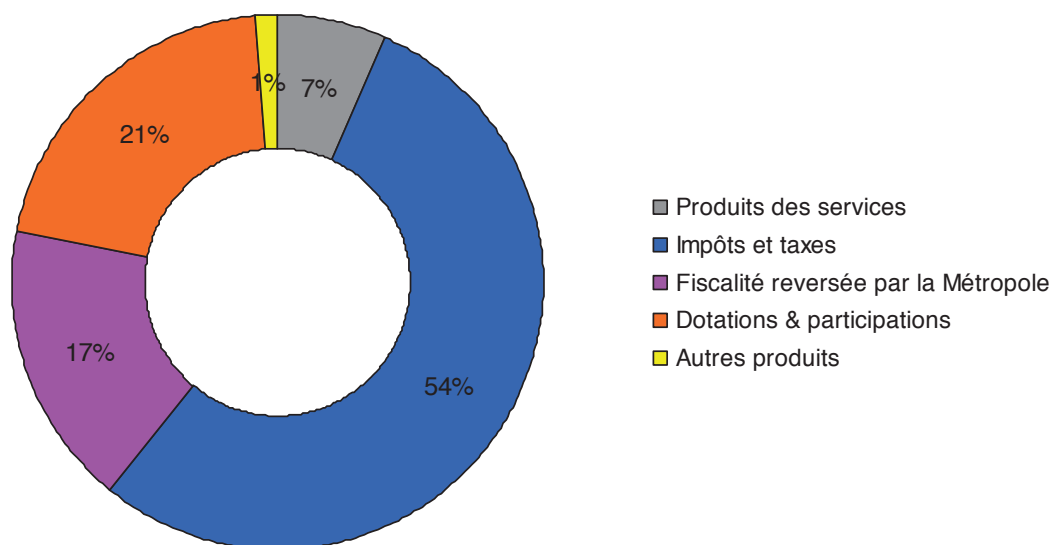


## Evolution en M€ des principales ressources de fonctionnement 2017/2018



Dans le budget 2018, les impôts et taxes représentent plus de la moitié des ressources de fonctionnement (54 %). En toute logique, la part des ressources issues de la Métropole diminue et s'élève désormais à 17 % ; ces flux financiers représentaient 23 % au budget 2017.

## Repartition des principales recettes de fonctionnement BP 2018



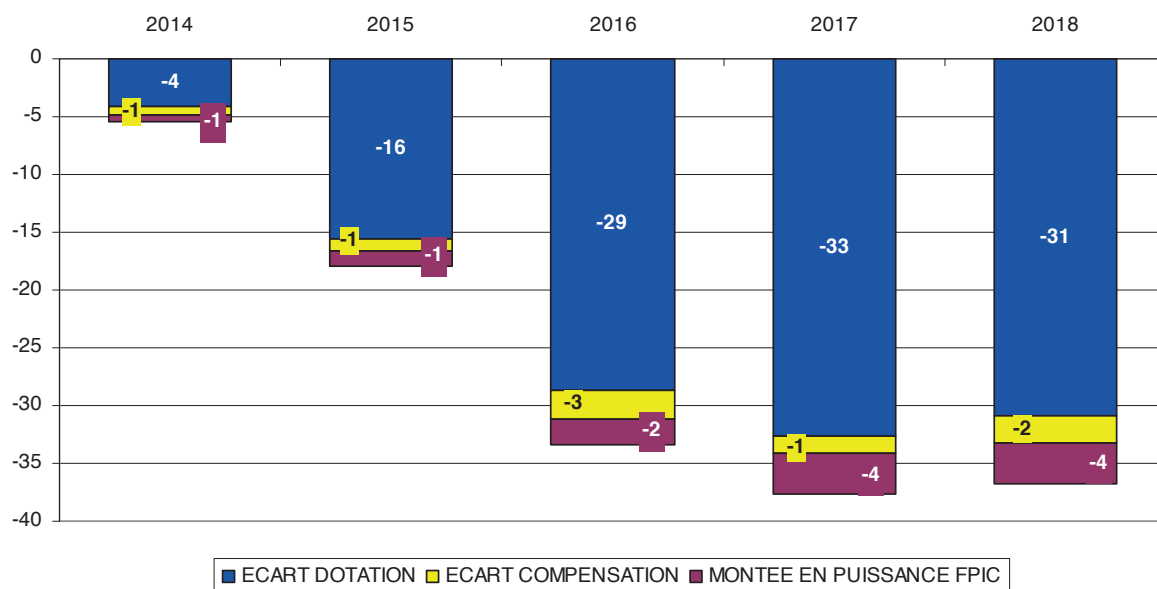


## A- Les dotations et participations : sur la période 2013-2018, ce sont près de 131 M€ de ressources en moins

### ■ L'ÉVOLUTION DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Le graphique ci-dessous permet de visualiser l'impact de la baisse des ressources liée aux dotations et aux compensations fiscales ; il permet aussi de matérialiser la montée en puissance de la péréquation horizontale (FPIC).

Baisse des dotations par rapport à 2013



Sous l'item dotations ont été agrégées la dotation globale de fonctionnement ainsi que la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation.

**Pour les dotations**, l'impact de la perte de ressources liée au programme triennal de stabilité 2015-2017 et à la première lame de 2014 représente environ 112 M€, en cumulé, sur la période 2014/2018.

Le point de référence est l'exercice 2013 ; pour les exercices 2014 à 2017, il s'agit non pas des montants inscrits au budget mais des **montants réellement notifiés**. Pour l'exercice 2018, les montants ont été estimés selon les éléments connus à ce jour et sont donc susceptibles d'évoluer au gré des amende-

ments votés lors de l'examen du Projet de Loi de Finances. Pour 2018, on observe une stabilisation du volume de la dotation globale de fonctionnement qui s'explique par la fin de la contribution au redressement des finances publiques.

De même, concernant le FPIC, l'arrêt de la croissance de l'enveloppe nationale à hauteur de 1 Md€ et le ralentissement des modifications de périmètre des EPCI permettent d'envisager un maintien du niveau de la contribution à 4,3 M€.

**Sur la période 2013/2018, la perte totale (dotations + FPIC) représente en cumulé environ 131 M€, soit l'équivalent de 13 « groupes scolaires ».**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total perte cumulée depuis 2013
<b>1- Dotations</b>							
Dotation forfaitaire	91	87	76	63	57	57	-116
Dotation de solidarité urbaine	5	5	5	5	7	8	4
Dotation nationale de péréquation	4	5	4	4	5	5	0
<b>Total dotations</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>85</b>	<b>72</b>	<b>68</b>	<b>70</b>	<b>-112</b>
<b>2- Compensations</b>							
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	4	3	2	2	0	0	-11
Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	2	1	1	1	1	1	-3
Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	8	8	9	8	11	10	5
<b>Total compensations</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>-8</b>
<b>3- Le FPIC</b>							
	0,70	1,29	1,97	2,99	4,23	4,30	-11,28
<b>Total dotations et compensations et FPIC</b>	<b>114</b>	<b>108</b>	<b>96</b>	<b>80</b>	<b>76</b>	<b>77</b>	<b>-131</b>

## ■ LES AUTRES PARTICIPATIONS

Pour 2018, le total des autres participations s'élève à 37 M€, soit un recul de 5 % par rapport au BP 2017. Ce chapitre regroupe des éléments assez disparates.

Le poste le plus important en volume concerne les participations reçues dans le cadre de dispositifs partenariaux avec la Caisse d'Allocations Familiales, au titre des CLAE, du contrat enfance et jeunesse et de la petite enfance. Ce poste s'élève à 30,7 M€ et est en baisse de 1,5 M€ par rapport à 2017.

Sont également prévues sous cet item les participations de l'Etat qui restent stables notamment la dotation de décentralisation : 2 M€

## B- Le produit de la fiscalité locale

Pour 2018, le produit de la fiscalité directe locale est prévu à Cette estimation intègre plusieurs éléments :

- une stabilité des taux d'imposition, comme annoncée ;
- une hypothèse de revalorisation forfaitaire nationale à 1%. Cette revalorisation est désormais calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé tel qu'il est défini par l'INSEE.
- une progression physique des bases de taxe d'habitation évaluée à 2 %, à 1,3% pour le foncier bâti et enfin à - 1 % pour le foncier non bâti ;
- les rôles supplémentaires ne sont pas pris en compte.

Ce produit fiscal attendu se décompose ainsi : 45 % au titre

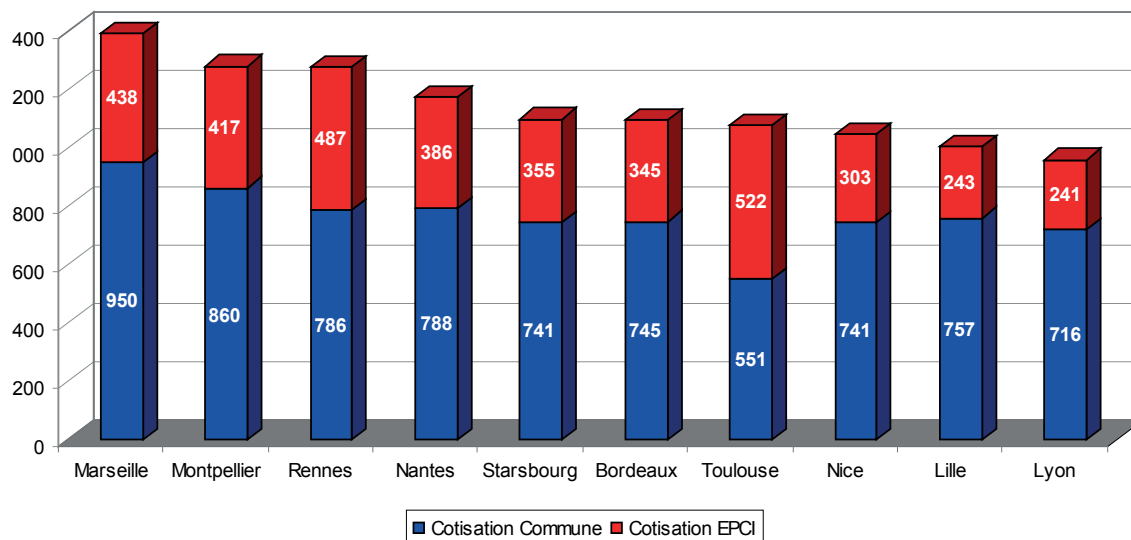
hauteur de 264 M€, contre 261 M€ inscrits au BP 2017.

de la taxe d'habitation et 55 % au titre du foncier bâti. Cette projection sera actualisée en mars 2018 lors de la notification des bases définitives et le budget ajusté en conséquence.

Les deux graphiques ci-dessous présentent pour la taxe foncière et la taxe d'habitation le montant de cotisation annuelle calculée sur la base des taux 2017 pour un couple avec deux enfants, au revenu moyen, avec une valeur locative égale à 1,5 fois la valeur locative moyenne (2016) des logements de la commune (Source forum pour la gestion des Villes).

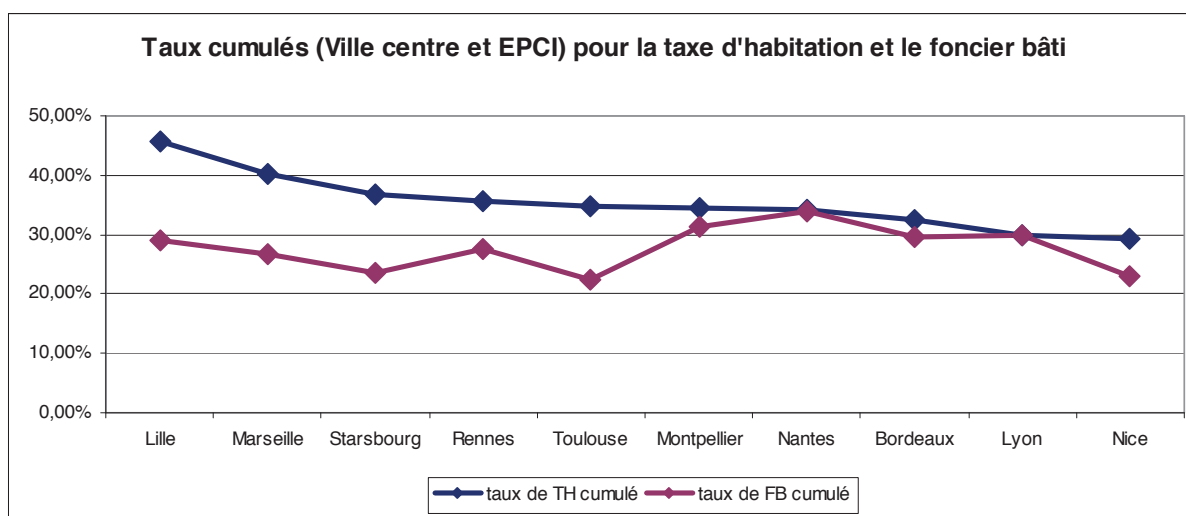
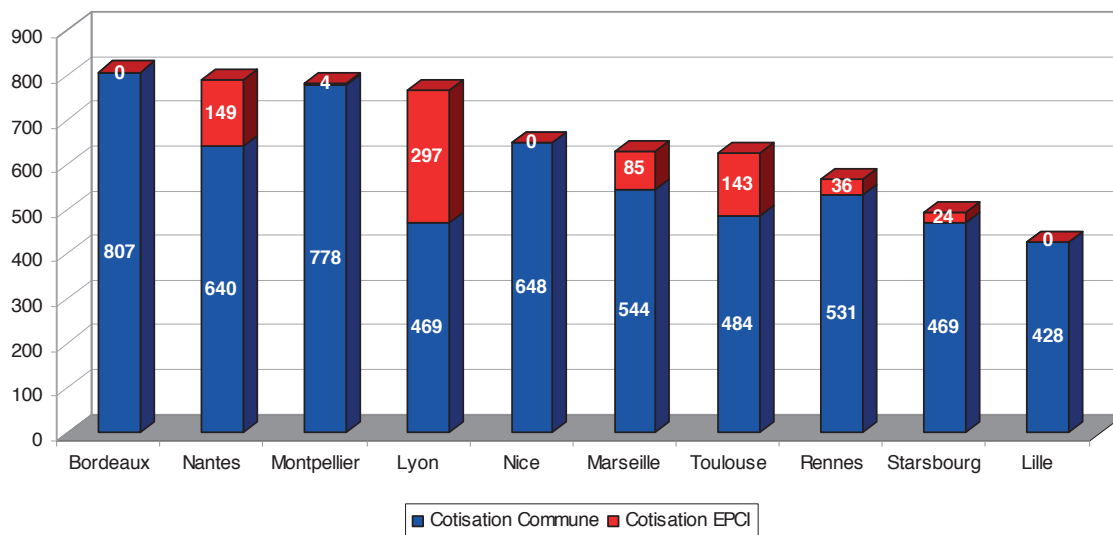
**Ces tableaux intègrent donc les politiques d'abattement (2016) et sont donc plus précis qu'une simple mise en parallèle des taux de fiscalité. En effet derrière une apparente stabilité de taux, des politiques de refonte des abattements ont parfois été mises en œuvre par certaines collectivités.**

**Cotisation de la taxe d'habitation 2017 en euros**



**Cotisation de la taxe sur le foncier 2017 en euros**





Ces deux courbes matérialisent sur la base des derniers taux votés (taux 2017), les taux cumulés (Ville Centre + structure intercommunale) tant pour la taxe d'habitation en bleu que pour le foncier bâti en violet. Le taux cumulé de taxe d'habi-

tation s'établit à 34,75 % à Toulouse et celui de foncier bâti s'élève à 26,25 %. Il convient de préciser qu'à l'heure actuelle nous ne disposons pas d'éléments comparatifs sur la stratégie fiscale 2018 des collectivités de ce panel.

## C- Le produit de la fiscalité indirecte et les autres taxes locales

Le produit de la **fiscalité indirecte** est en **augmentation de 4,7 % à + 2 M€**.

Poste prépondérant de la fiscalité indirecte locale avec un poids de 46 %, le produit des **droits de mutation** est évalué à 20 M€ soit plus 1 M€ par rapport à 2017, ce qui témoigne du dynamisme immobilier de la Ville.

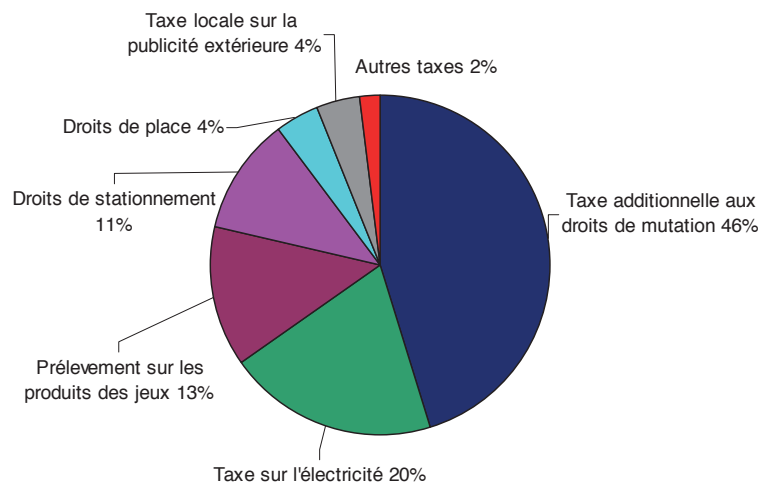
La **taxe sur la publicité extérieure** est estimée en augmentation à 2 M€, en augmentation de 0,3 M€.

Traduisant l'impact des actions menées, de l'extension et de la modernisation du parc d'horodateurs, le produit lié aux **droits de stationnement** est attendu à 5,2 M€, en progression de 11,6 % par rapport à 2017.

Le produit lié à la **taxe sur la consommation finale d'électricité** reste stable à 8,4 M€. En effet la consommation réelle d'électricité sur le territoire diminue grâce aux politiques de maîtrise de l'énergie.

Le prélèvement sur le **produit des jeux** dans les casinos est estimé à 5,9 M€. On constate en effet une reprise pérenne à la hausse depuis 2016.

Les **droits de places** devraient s'élever à 1,9 M€ pour 2018 en augmentation de 11 % par rapport à 2017.

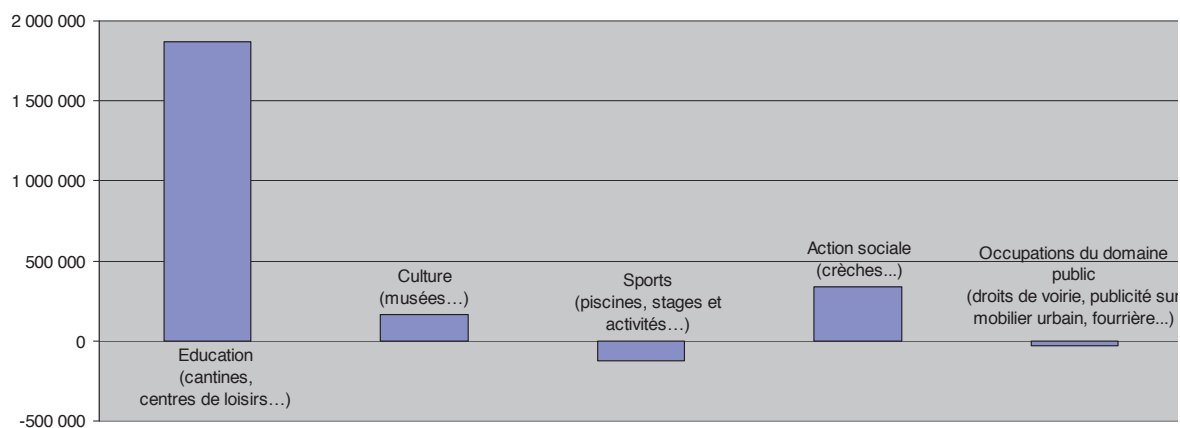


## D- Les autres produits de fonctionnement

Les autres produits de fonctionnement, qui rassemblent notamment les recettes des services publics tarifés (cantine, centres de loisirs, sports, crèches, musées...) ainsi que les redevances d'occupation du domaine public (droits de voirie, publicité sur mobilier urbain, fourrière...), ont progressé

de 3,2 M€ entre 2017 et 2018, soit une augmentation de 9 %, passant de 35,3 M€ à 38,5 M€. Cette augmentation est principalement liée aux augmentations tarifaires décidées en 2015-2016, et dont les effets apparaissent avec une ou deux années de décalage.

Ventilation des principales évolutions 2018/2017





## 2 LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

<i>En M€</i>	<b>BP 2017</b> <i>retraité des « Services communs »</i>	<b>BP 2018</b> <i>hors forfaits de post stationnement</i>
Fournitures & prestations	131,00	129,07
Charges de personnel et frais assimilés	318,88	322,84
Atténuation de produits	4,37	4,59
Autres charges de gestion courante	76,62	76,79
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,48	0,49
Charges financières	2,12	2,53
Charges exceptionnelles	2,87	2,25
<b>TOTAL</b>	<b>535,35</b>	<b>539,16</b>

Le tableau ci-dessus présente les dépenses de fonctionnement par grand chapitre budgétaire à périmètre constant, à savoir en retraçant le BP 2017 des « Services communs » et le BP 2018 des forfaits de post stationnement.

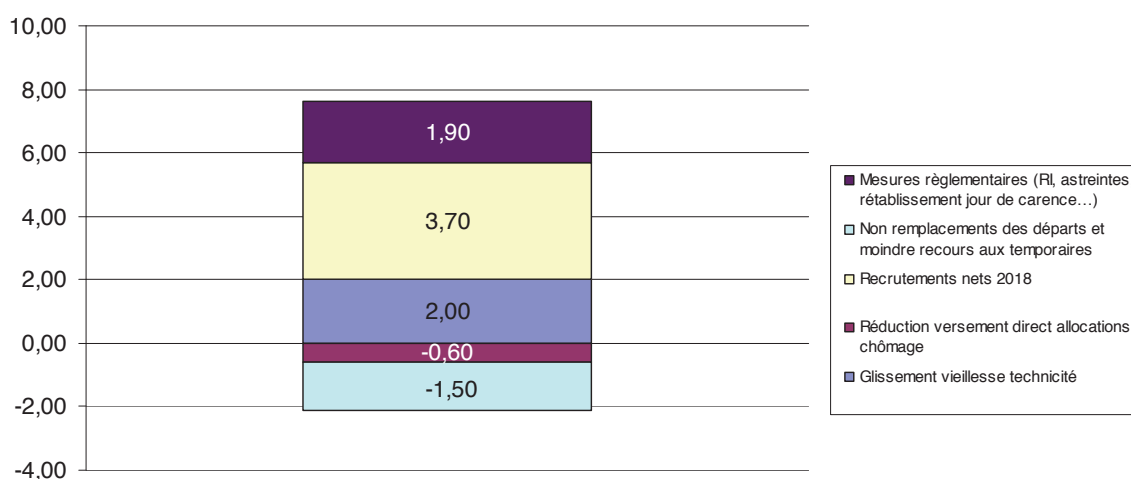
### A- Les dépenses de personnel

La **masse salariale totale** inscrite au budget 2018 s'élève à **323,6 M€**, en augmentation de 1,8 % (+5,7 M€) par rapport au BP 2017 retraité des « Services communs ».

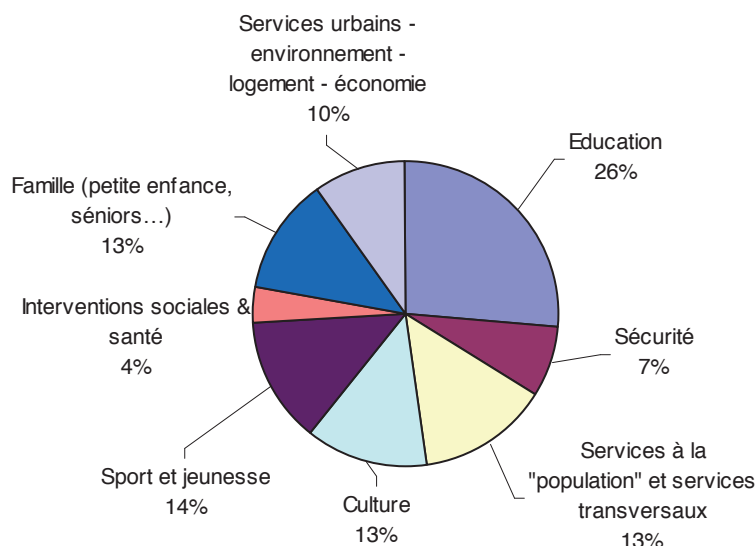
Les principaux postes qui expliquent cette évolution sont les suivants :

- la mise en œuvre contrainte de **mesures réglementaires**, évaluée à 1,9 M€ en tenant compte du rétablissement du jour de carence générant une économie d'environ 0,5 M€ ;
- le **Glissement Vieillesse Technicité** estimé à 2 M€ ;
- les **entrées nettes de personnels permanents** (solde des recrutements et départs prévisionnels) devant générer un coût supplémentaire de 3,7 M€ ;
- la **baisse progressive des allocations chômage versées directement** (associées au système d'auto assurance), évaluée à 0,6 M€ pour l'exercice 2018 ;
- le **non remplacement partiel des départs à la retraite et la politique en matière d'agents temporaires et saisonniers** représentant une moindre dépense estimée à 1,5 M€.

**Evolution des principaux postes de la masse salariale 2017/2018**



Le graphique ci-dessous représente la ventilation de la masse salariale par grands secteurs d'intervention :



Afin d'estimer le niveau « réel » de la masse salariale de Toulouse, à savoir le montant financier reflétant le coût total des dépenses de personnel effectivement consommées par la Ville de Toulouse pour l'exercice de ses compétences, il s'agit d'opérer deux retraitements de la masse salariale totale inscrite au budget par :

- l'ajout de 42,3 M€ correspondant à la retenue sur attribution de compensation pour la création des « Services communs », localisés dans les charges de personnel de Toulouse Métropole ;
- la déduction de 3,1 M€ de remboursement par Toulouse Métropole de charges de personnel correspondant à du temps de travail d'agents de la Ville effectué pour le compte de la Métropole.

Au total, la masse salariale « réelle » de la Ville de Toulouse approche les 362,8 M€.

## B- Les fournitures et prestations

De BP à BP et à périmètre constant, le poste de dépense des fournitures et prestations est en recul. Il passe en effet de 131 M€ en 2017 à 129 M€ en 2018 soit une baisse de plus de 1,5 % (-1 M€), s'inscrivant ainsi pleinement dans les principes clés de la stratégie financière de la mandature.

Représentant près d'un quart (24%) des dépenses de fonctionnement, la maîtrise de ce poste est essentielle. Chaque direction travaille ainsi à la recherche d'économie et de pistes d'optimisation et de rationalisation, afin de garantir le maintien de l'équilibre budgétaire.

## C- Les subventions et prestations

(en M€)	BP 2017	BP 2018	Variation
Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)	17,9	18,1	1%
"Régie des théâtres"	0,9	0,9	0%
EPPC Beaux Arts-ISDAT	4,4	4,5	1%
Subventions de fonctionnement aux associations, écoles et crèches	17,3	17,9	4%
Subventions de fonctionnement aux autres associations	24,2	23,2	-4%
Autres charges de gestion courante	11,9	12,1	2%
<b>TOTAL</b>	<b>76,6</b>	<b>76,8</b>	<b>0,2%</b>

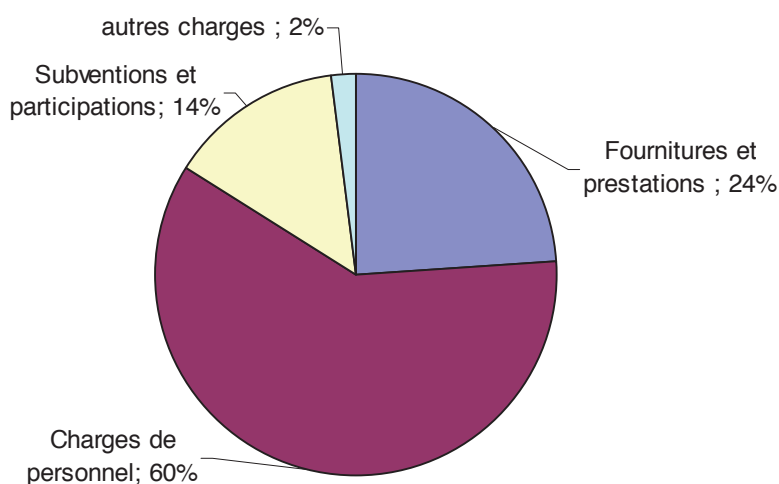
Les subventions et participations sont stables à +0,2 %. Cette évolution intègre une progression de + 1% de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale justifiée par les mesures règlementaires en matière de masse salariale.

Les subventions versées aux associations périscolaires (CLAE) et aux crèches s'élèvent à 17,9 M€, elles progressent de 4 % conformément à l'augmentation des effectifs (nombre d'élèves et augmentation de l'offre de places en crèches).

## D- Les frais financiers

Les frais financiers inscrits au budget 2018 s'élèvent à 2,5 M€ soit une hausse de 340 k€ par rapport à l'alloué 2017. La prévision budgétaire est basée sur un encours de dette estimé au 31 décembre 2017 et intègre une légère remontée des taux variables. Le taux moyen anticipé pour l'exercice 2018 reste faible et s'élèverait à 2,11 %. L'indicateur des charges financières sur les recettes réelles de fonctionnement s'élève à 0,44 % sur l'exercice 2018 (ratio estimé sur l'exercice 2017 : 0,36%), ce qui démontre le faible poids du service de la dette sur le budget.

**répartitions des principales dépenses de fonctionnement au BP 2018**





# L'investissement

## ■ LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réelles en 2018, hors dette et assimilées, s'élèveront à 150 M€, en diminution de 10 M€ par rapport à 2017. Cette diminution s'explique par une généralisation des AP/CP. Seuls les crédits de paiement apparaissent dans le budget annuel, créant ainsi une diminution apparente sans diminution des projets financés.

### Répartition structurelle des dépenses d'investissement (en M€)

Immobilisations incorporelles
Subventions d'équipement versées
Immobilisations corporelles et en cours
Immobilisations financières

BP 2017

BP 2018

5

4

5

2

149

142

2

2

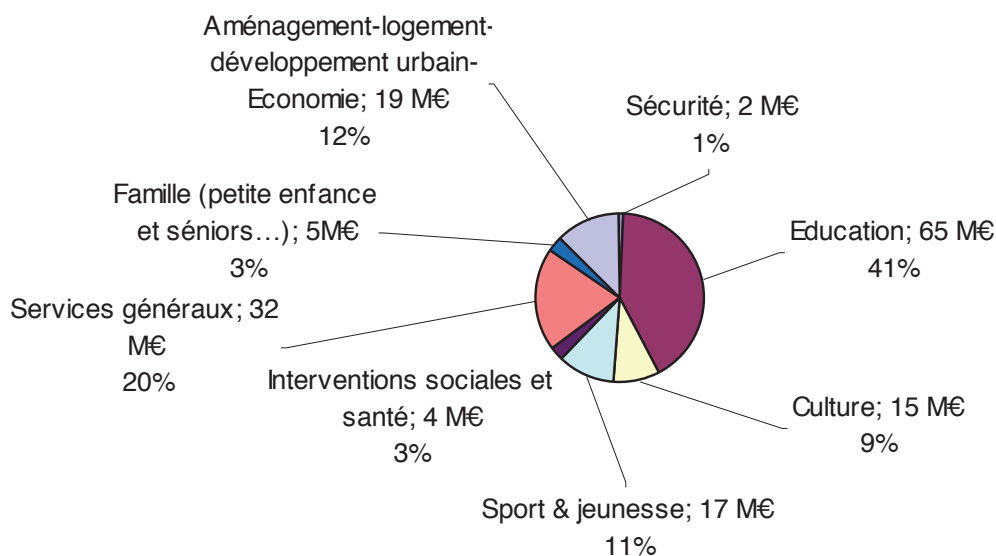
### Total des dépenses d'investissement hors dette

160

150

La répartition des dépenses d'investissement par principales fonctions est la suivante (ou par grande politique publique) :

### Répartition fonctionnelle des dépenses d'investissement



Les principaux projets portés par le présent budget sont répartis de la façon suivante :

### ■ **L'ÉDUCATION : 65 M€**

Priorité n°1 des investissements, l'éducation représente 41 % des crédits inscrits au titre de 2018, dont :

- 12,5 M€ pour la rénovation du bâti scolaire ;
- 48,7 M€ pour les constructions et extensions de nouveaux groupes scolaires dont Reynerie Sud, Lapujade, Malepère, Grand Selve, Bordeblanche, Fleurance Saint Martin du Touch, Grand Selve, Jean Zay ainsi que le groupe scolaire et centre petite enfance de la Cartoucherie ;
- 1,7 M€ au titre de la mise en place d'un programme d'insonorisation des établissements scolaires intégralement remboursé par le fonds d'insonorisation de l'Aéroport Toulouse Blagnac.

### ■ **LE SPORT ET LA JEUNESSE : 17 M€**

Parmi les principaux projets sportifs, on peut citer : le stade Arnauné pour 4 M€, le programme de rénovation des terrains synthétiques pour 1 M€, le plan piscines pour 2,4 M€ dont les piscines Alban Minville, Léo Lagrange, Bellevue et Toulouse Lautrec.

Au titre de la jeunesse sont inscrits 1,8 M€ pour le centre d'animation et maison de la citoyenneté Reynerie, 1,1 M€ pour le lieu Accueil jeunes, rue Ernest Renan.

### ■ **LA CULTURE : 15 M€**

Sont prévus sous ce timbre : 2,8 M€ pour la restauration de la Basilique de la Daurade, 1,8 M€ pour les Augustins (rénovation des verrières), 1,2 M€ pour les acquisitions documentaires du réseau de médiathèques / bibliothèques, 0,8 M€ pour la restauration de La Grave, ainsi que 0,7 M€ pour la mise en sécurité du château de la Reynerie.

### ■ **LES INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTÉ ET LA FAMILLE : 9 M€**

Parmi les principaux projets, l'accessibilité des bâtiments (nouvel agenda et Musée des Augustins) représente un montant total de 3,4 M€ d'investissement.

Sont également prévus sous cet item : 2 M€ pour la création du multi accueil Cité nord et 1,1 M€ pour la création de l'espace seniors Sénéchal.

### ■ **LES SERVICES GÉNÉRAUX : 32 M€**

On retrouve sous ce secteur : les dépenses relatives à l'entretien courant et la rénovation des bâtiments pour 8,3 M€, les dépenses relatives au système d'information pour 4,5 M€, 1 M€ au titre des renouvellements et acquisitions de véhicules, 2 M€ au titre du schéma directeur du patrimoine immobilier, ainsi que 1,3 M€ pour la reprise de la façade du Capitole et l'ascenseur d'accès aux salles d'apparat.

### ■ **L'AMÉNAGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN : 19 M€**

Sont notamment regroupés dans ce chapitre : l'embellissement des digues Saget et Cours Dillon pour 1,8 M€, le programme d'entretien et de rénovation de l'éclairage public pour 2,8 M€, l'entretien et le développement des espaces verts pour 3,1 M€, la poursuite du déploiement du plan local de stationnement pour 1,2 M€ ainsi que 3,9 M€ pour la rénovation du marché Victor Hugo.

### ■ **LA SÉCURITÉ : 2 M€**

Sont notamment prévus sous ce secteur : 0,3 M€ au titre de l'achèvement du déploiement de la vidéosurveillance, ainsi que 0,7 M€ pour la construction d'un Stand de tir municipal.

Sont également prévus 9 M€ au titre d'un refinancement éventuel de la dette en cours (écriture sans impact sur l'équilibre budgétaire puisque prévue en miroir en dépenses d'investissement).

## ■ LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS 2015-2020

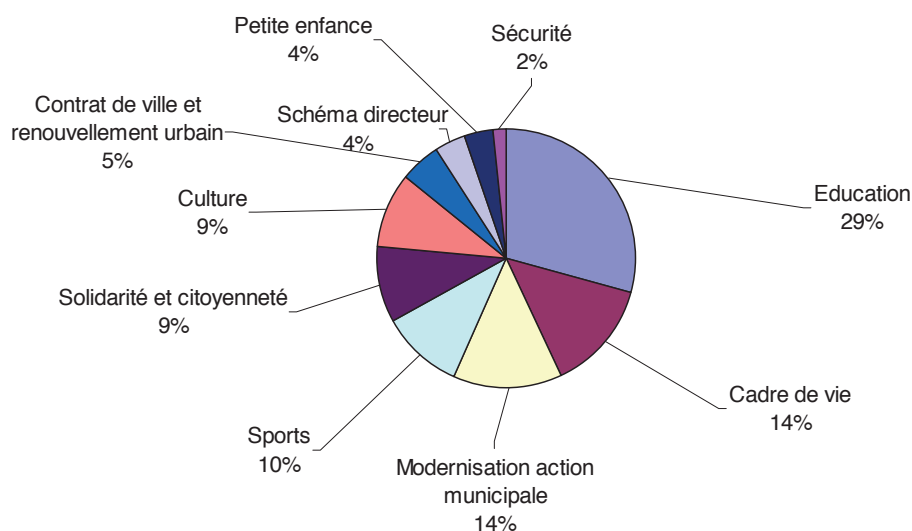
A l'issue du budget 2018, la **programmation des investissements** sur le mandat s'élève à **742 M€**. Le tableau et le graphe ci-dessous retracent sa répartition par grande politique.

<b>Education</b>	<b>216 M€</b>
<b>Cadre de vie*</b>	<b>104 M€</b>
<b>Modernisation de l'action municipale**</b>	<b>102 M€</b>
<b>Sports</b>	<b>77 M€</b>
<b>Solidarité et citoyenneté***</b>	<b>69 M€</b>
<b>Culture</b>	<b>70 M€</b>
<b>Contrat de ville et renouvellement urbain</b>	<b>38 M€</b>
<b>Schéma directeur</b>	<b>28 M€</b>
<b>Petite enfance</b>	<b>27 M€</b>
<b>Sécurité</b>	<b>12 M€</b>
<b>TOTAL</b>	<b>742 M€</b>

\* le cadre de vie regroupe les projets relatifs à l'éclairage public, aux jardins et espaces verts, aux marchés, aux déplacements et aux opérations d'aménagement

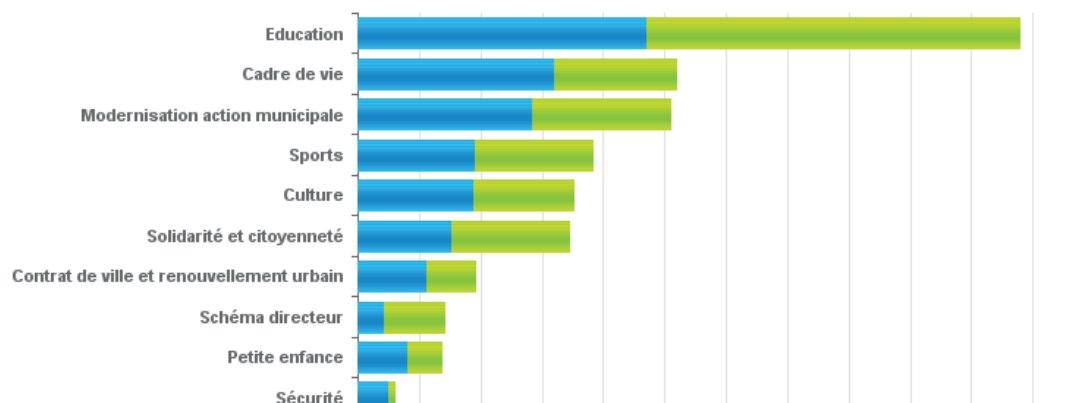
\*\* la modernisation de l'action municipale regroupe les projets relatifs aux fonctions supports de la collectivité tels que l'entretien et la rénovation des bâtiments, la modernisation des systèmes informatiques, l'acquisition et renouvellement des véhicules

\*\*\* la solidarité et citoyenneté regroupe les projets relatifs à la cohésion sociale, les activités pour la jeunesse, l'animation socioculturelle, ainsi que la démocratie locale



L'éducation, avec 29 % (216 M€), est le secteur le plus important, conformément aux priorités portées par le programme municipal, il intègre les prévisions d'ouverture de 10 nouveaux groupes scolaires, la poursuite du plan de rénovation du bâti scolaire ainsi que le développement du numérique dans les écoles.

Le graphique ci-dessous retrace l'état d'avancement des différents axes à mi-mandat.





## ■ LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

<b>Autofinancement (épargne nette)</b>	<b>22 M€</b>
<b>Recettes d'investissement, dont :</b>	<b>35 M€</b>
FCTVA	16 M€
Subventions	9 M€
Cessions	7 M€
Autres recettes	3 M€
<b>Emprunt d'équilibre</b>	<b>93 M€</b>
<b>TOTAL</b>	<b>150 M€</b>

### A - L'autofinancement

L'épargne brute, correspondant à l'excédent dégagé de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement retranchées des dépenses réelles de fonctionnement et des frais financiers), atteindra 31 M€ en 2018. Diminuée du remboursement du capital de la dette de 9 M€, l'épargne nette serait de 21,7 M€.

### B - Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement (hors emprunt), qui correspondent à l'ensemble des recettes affectées au financement de l'investissement, s'élèveront à 35 M€ en 2018 et se répartiront de la manière suivante :

- ▶ - Le FCTVA : 16 M€

Ce montant est la traduction du niveau des investissements constatés sur l'exercice de référence.

- ▶ - Les subventions : 9,4 M€

Les subventions d'investissement à recevoir inscrites au présent budget sont celles pour lesquelles une notification a été reçue ou celles inscrites formellement dans le cadre de dispositifs partenariaux (convention territoriale, convention ANRU).

Parmi les principales d'entre elles, on peut citer 5,6 M€ au titre des groupes scolaires dont Reynerie Sud et Borderouge, ainsi que l'équipement petite enfance et groupe scolaire de la Cartoucherie, et 1,7 M€ au titre de l'insonorisation des bâtiments scolaires (remboursement des travaux par le fonds d'insonorisation de l'Aéroport de Toulouse Blagnac).

- ▶ - Les cessions d'immobilisations : 7 M€

Parmi les principales d'entre elles, on peut citer la vente des terrains Guilhermy pour 3 M€, et celle du bâtiment 27 rue Valade pour 1,1 M€

- ▶ - Les autres recettes d'investissement : 2,8 M€

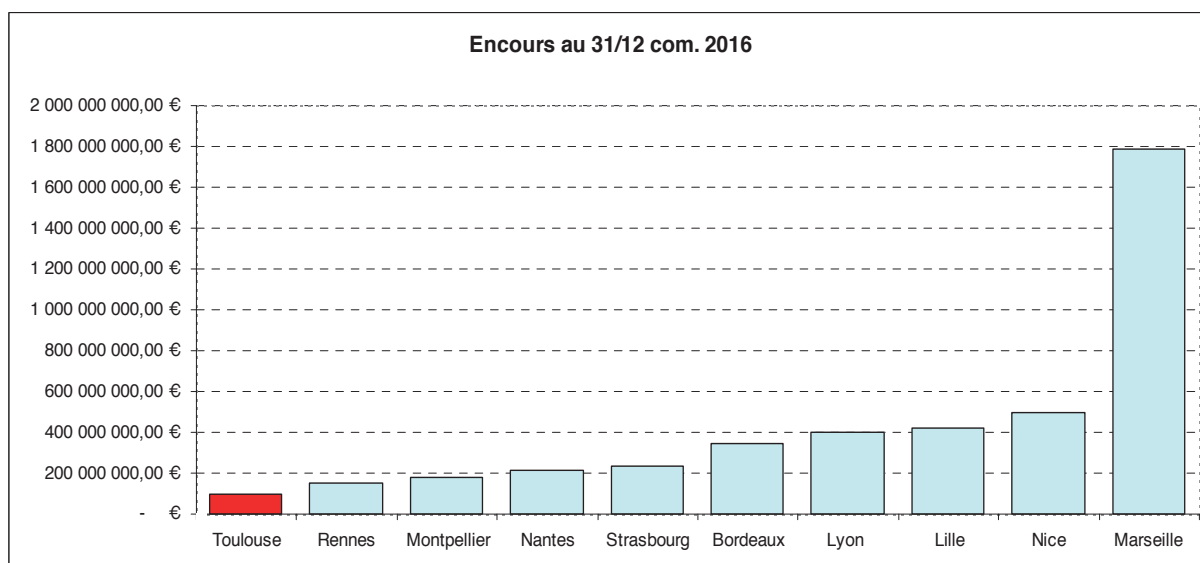
Elles correspondent essentiellement aux remboursements des différents dispositifs d'aide au logement sous forme de prêts mis en place par la Ville de Toulouse tels que le prêt à taux zéro.

### C - L'emprunt

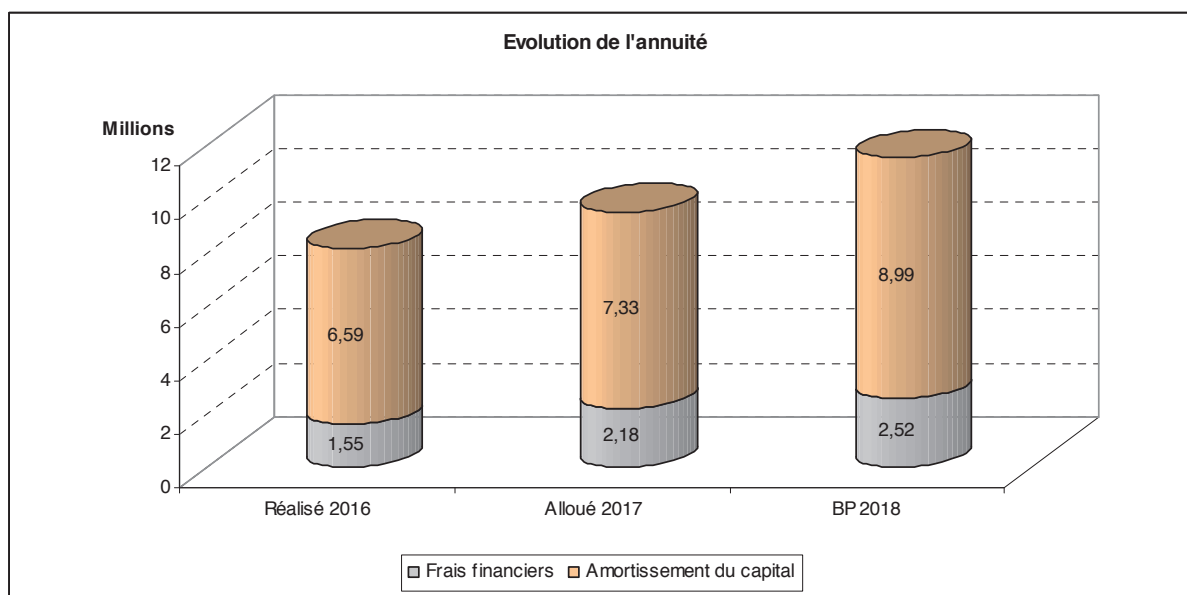
Le besoin de financement restant, qui correspond à l'**emprunt d'équilibre**, s'élèvera en 2018 à **93 M€** environ.

# L'endettement

Le **stock de dette**, projeté au 31 décembre 2017, devrait atteindre **128,5 M€**. Avec moins de 100 M€ fin 2016, l'encours de dette de la Ville de Toulouse reste très modeste par rapport aux villes de la même strate.



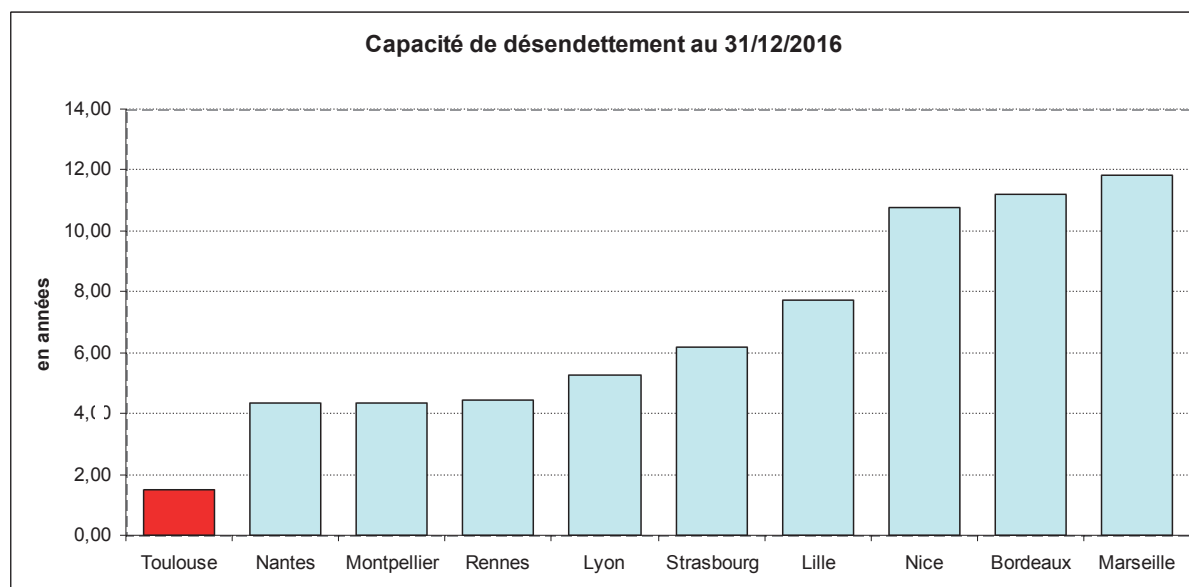
L'**annuité de dette** estimée de la collectivité serait d'environ **11,5 M€** pour l'exercice 2018, du fait de la progression de l'encours conduisant à l'augmentation de l'amortissement du capital de 1,7 M€ par rapport à l'alloué 2017. Le poids de l'annuité dans les dépenses totales reste faible (1,6 % des dépenses prévisionnelles du budget 2018) et bien en dessous du seuil critique pris en compte par les agences de notations qui se situe autour de 15 - 20 %.



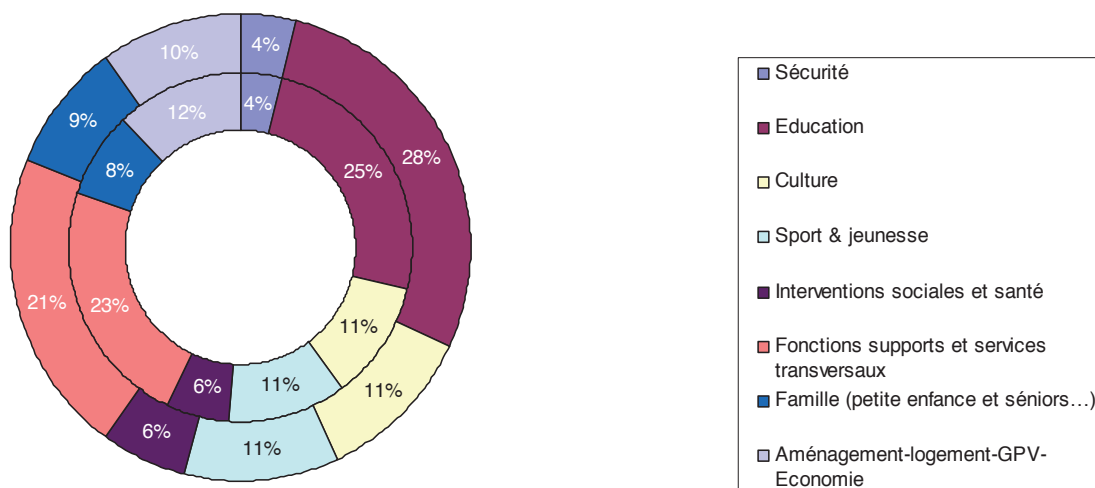
La situation d'endettement de la collectivité est saine et devrait se prolonger en 2017 et 2018 sur la même tendance que les années précédentes. La **capacité de désendettement** de la collectivité s'élevait à **1,5 année en 2016**, soit très en-deçà du seuil d'alerte estimé à 8 ans.

L'exécution du budget 2017 devrait maintenir la capacité de désendettement de la collectivité à un niveau sensiblement égal à 2016.

En outre, la capacité de désendettement de la collectivité est bien inférieure à la moyenne de la strate. Selon les éléments de 2016, la Ville de Toulouse affiche toujours la capacité de désendettement la plus faible comparée aux autres communes de la strate.



# La présentation du budget global par grande politique publique



Le graphique ci-dessus représente la répartition des dépenses de fonctionnement (y compris la masse salariale) et d'investissement réelles par grand secteur d'activité. Il compare le BP 2018 à l'extérieur avec le BP2017 au centre.

	2017(retraité services communs)	2018	Variation en M€	Variation en %
Services généraux *	169,07	150,25	-18,81	-11,13%
Sécurité	26,56	27,38	0,82	3,11%
Education	179,34	194,98	15,64	8,72%
Culture	79,32	78,00	-1,32	-1,66%
Sport & jeunesse	76,52	76,61	0,09	0,12%
Interventions sociales et santé	44,39	45,76	1,37	3,09%
Famille (petite enfance et séniors...)	55,08	61,15	6,07	11,02%
Aménagement-logement-GPV- Economie	85,83	69,05	-16,77	-19,55%
<b>TOTAL</b>	<b>716,10</b>	<b>703,19</b>	<b>-12,91</b>	<b>-1,80%</b>

\* Les services généraux globalisent les fonctions support de la collectivité (la direction générale, les ressources humaines, les finances, les assemblées, les marchés publics, l'informatique, les bâtiments administratifs, la mission sûreté sécurité...) mais également un certain nombre de services particuliers (l'état civil, les relations internationales et européennes, la communication, les élections ...).





# Toulouse ville créative

**P.24** Action internationale et européenne

**P.25** Soutien aux acteurs culturels locaux

**P.26** Lecture publique

**P.275** Patrimoine et musées

**P.28** Musique et spectacle vivant

**P.29** Communication externe



## Chiffres clés

22 projets associatifs soutenus

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**0,1 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,4 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,2 M€**

## Le contexte

Les villes et territoires renforcent leurs actions et liens internationaux

- Les enjeux urbains sont prioritaires dans les politiques européennes (Agenda Urbain)
- Les sollicitations de solidarité internationale et d'urgence sont plus nombreuses
- L'action internationale des villes se développe au niveau des accords de coopération et des jumelages au travers des partenariats et des thématiques transversales.

## Les objectifs pour l'année 2018

- Construire une culture européenne et internationale partagée
- Favoriser les liens de la Ville et de la Métropole en région et hors des frontières
- Veiller à l'impact et aux retours des actions et des engagements
- Développer les financements extérieurs
- Privilégier les opérations partenariales : universités, santé, acteurs économiques, autres territoires
- Accentuer la participation de Toulouse dans les programmes européens,
- Asseoir la Ville et la Métropole comme acteurs de la solidarité et de l'humanitaire.

### VOLET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Accompagnement des actions de Toulouse par les coopérations et jumelages (Atlanta, Chongqing, Hanoi, Kiev, Ramallah, Saint-Louis, Tel Aviv,...), les villes Aéropostale, en veillant aux intérêts mutuels
- Poursuite de la mise en œuvre du dispositif loi Oudin (projets solidarité eau & assainissement) et d'actions de solidarité internationale stratégiques
- Recherche de cofinancements pour les projets multipartenaires et déploiement de projets (Ramallah et Hanoi) avec l'État français
- Valorisation de Toulouse lors de temps forts (visites d'Etat, rencontres internationales, ...), au sein des réseaux (Cités Unies France, Cités et Gouvernements Locaux Unis, villes Aéropostale, Occitanie Coopération...), en lien avec l'Agence d'Attractivité.

### VOLET EUROPEEN

- Renforcement des liens avec les autorités de gestion des fonds européens 2014-2020 et travail d'influence sur l'avenir des politiques européennes après 2020
- Participation accrue à des projets européens et déploiement d'un projet sur la décongestion de la zone aéroportuaire (Action Innovatrice Urbaine)
- Présence renforcée dans les réseaux européens : Eurocités, AFCCRE, France Urbaine et organisation de manifestations à dimension citoyenne (Semaine de l'Europe, ...)
- Développement des échanges avec les villes jumelles et partenaires : Barcelone, Bologne, Düsseldorf, Elche, Hambourg, Oslo, Saragosse,...  
<http://www.toulouse.fr/>

## Chiffres clés

**551** demandes de subventions culturelles instruites

**303** associations ou structures culturelles subventionnées

**118** sites ou locaux municipaux mis à disposition d'associations ou structures culturelles

**Une centaine** de parcours d'éducation artistique et culturelle sur l'ensemble des écoles de la Ville, présentés par une centaine d'associations différentes

**17** projets internationaux soutenus via l'Institut français

### BUDGET 2018

Dépenses en fonctionnement :  
**7 M€** (de subventions)

Dépenses en investissement :  
**0,13 M€**

## Le contexte

Une des vocations premières de la politique culturelle est de valoriser l'art et les savoirs, de conforter pour cela la diffusion des œuvres mais aussi de soutenir la création, en mettant l'accent sur les actions innovantes les plus à même de faire émerger des formes artistiques nouvelles.

Il s'agit également d'assurer sur le territoire de la Ville un maillage culturel équilibré, qui doit permettre de s'adresser à l'ensemble de la population, grâce à une évolution des pratiques culturelles.

Infléchir durablement l'offre culturelle en ce sens implique un travail en étroite articulation avec les acteurs au contact de la population, au premier rang desquels les associations, mais aussi le secteur éducatif et social, l'animation et l'éducation populaire, les pratiques amateurs...

La politique culturelle contribue par ailleurs à forger une identité culturelle du territoire en aidant certains acteurs à rayonner au-delà des frontières.

## Les objectifs pour l'année 2018

### AFFIRMATION DU SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT

La Ville de Toulouse poursuit son soutien volontariste aux acteurs culturels, selon une logique de nécessaire optimisation, de mutualisation de moyens et de mise en réseau, en favorisant les dispositifs d'expérimentation et d'innovation culturelle, l'éducation artistique (Passeport pour l'Art), la diversification des publics et le rayonnement international, la médiation et la cohésion sociale dans le cadre de la politique de la Ville.

### CO-CONSTRUCTION DE L'ACTION CULTURELLE

2018 sera une année de renouvellement des conventionnements pluriannuels d'objectifs pour la période 2018-2020, qui viendront asseoir les identités culturelles multiples de la Ville de Toulouse (savoirs, musiques, spectacle vivant, cultures émergentes, image, patrimoine) et structurer les filières correspondantes.

## Chiffres clés

21 médiathèques et bibliothèques

1 bibliothèque nomade

72 183 inscrits

2 029 000 entrées en 2016

3,5 millions de prêts de documents

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**16,4 M€**

Autres dépenses de fonctionnement :

**0.987 M€**

Dépenses en investissement :

**1,45 M€**

Recettes de fonctionnement :

**0,424 M€**

## Le contexte

La Bibliothèque de Toulouse poursuit sa politique d'accès à la culture, à l'information et aux loisirs pour le plus grand nombre en proposant prêts de documents, services en ligne, services in situ dans les bibliothèques et animations.

En 2017, l'accent a été mis sur la médiation :

- ouverture du service de recommandation et de conseil en ligne (livres, films) Eurêkoi, en partenariat avec la Bibliothèque publique d'information et les plus grandes bibliothèques municipales de France
- mise en place de cours de mathématiques avec la Khan Academy dans le cadre d'un partenariat avec Bibliothèques sans frontières et la fondation Orange
- accompagnement des demandeurs d'emploi dans le cadre d'ateliers proposés en partenariat avec l'association Trajectoire pour l'emploi
- organisation d'une crypto-party, afin de sensibiliser le public à la protection des données numériques individuelles
- organisation d'un temps fort « Molière à Toulouse », mobilisant de nombreux partenaires dans la ville en septembre-octobre 2017.

Enfin, la présence du livre dans la Ville a été renforcée avec l'installation des 20 premières boîtes à lire sur l'espace public, dans les quartiers de la ville de Toulouse.

## Les objectifs pour l'année 2018

### AMÉLIORATION DES ESPACES

Des travaux destinés à améliorer l'accessibilité, la régulation de température et l'éclairage sont en cours à la médiathèque Saint-Cyprien, qui réouvrira ses portes à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

### RENFORCEMENT DE LA MÉDIATION

Des ateliers de conversation à destination des personnes apprenant le français seront régulièrement proposés au cours de l'année à la médiathèque José Cabanis et dans plusieurs médiathèques de quartier.

La Bibliothèque de Toulouse participera au temps fort national, la Nuit de la lecture, en janvier 2018, avec une ouverture nocturne de la Bibliothèque d'Etude et du Patrimoine, proposant une programmation grand public.

Les expositions à la BEP « Toulouse Renaissance – quand la peinture était dans les livres », organisée en lien avec le Musée des Augustins, et l'exposition à la médiathèque José Cabanis autour de l'auteur de bande dessinée Alberto Breccia feront l'objet de médiations, notamment en direction des personnes en situation de handicap.

Enfin, la Bibliothèque de Toulouse poursuivra le déploiement de services numériques dans le cadre de la labellisation « Bibliothèque numérique de référence » par le Ministère de la culture.



## Chiffres clés

5 Musées municipaux : Les Augustins , Paul Dupuy , Georges Labit , Musée de l’Affiche de Toulouse (MATOU) , Saint-Raymond, Musée des antiques

1 Musée d’art contemporain (syndicat mixte) : Les Abattoirs

1 Centre des archives municipales

1 Atelier de restauration statuaire

50 monuments historiques appartenant à la Ville

## Fréquentation 2016

234 500 visiteurs à la basilique Saint-Sernin

262 100 visiteurs dans les musées municipaux

155 100 visiteurs aux Abattoirs

311 780 visiteurs au Couvent des Jacobins

27 102 visiteurs lors des Journées du Patrimoine 2017 dans les musées municipaux, la basilique Saint-Sernin, l’amphithéâtre romain, Saint-Pierre des Cuisines, dont 8 484 au Couvent des Jacobins

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : 10,93 M€

Dépenses de fonctionnement : 3,80 M€ dont 1,974 M€ de subventions aux Abattoirs

Recettes de fonctionnement : 1,06 M€

Dépenses d’investissement : 4,70 M€

## Le contexte

La richesse du patrimoine historique, des collections des musées et de ses archives renforce l’identité de la Ville.

Le **Musée Saint-Raymond** a poursuivi son réaménagement avec un 2<sup>e</sup> étage totalement renouvelé, consacré à l’histoire de Tolosa. Le visiteur est désormais accueilli par un film archéologique relatant l’évolution du peuplement de la cité toulousaine depuis l’âge du Bronze jusqu’à la fin de l’époque romaine, utilisant nombre de restitutions 3 D. Un procédé de réalité augmentée permettra de retrouver la statue fragmentaire du Discobole.

Le **MATOU**-Musée de l’Affiche de Toulouse, inauguré le 20 avril 2017 après 26 mois de fermeture pour travaux, est dans sa première année d’exploitation. Il est connu et reconnu pour être le premier musée de l’affiche en France. Les artistes et leurs ayants droit enrichissent régulièrement le fonds du musée par des dons de tirages originaux d’affiches de leur création.

Au **Couvent des Jacobins**, l’année est marquée par l’arrivée d’un jeu sur tablette numérique pour découvrir le Couvent en famille.

## Les objectifs pour l’année 2018

La **Direction des Musées** sera créée en 2018. Elle regroupera les 5 musées de la Ville : Paul Dupuy, George Labit, Saint-Raymond, les Augustins et le MATOU. Cette mise en commun des moyens vise à optimiser l’ensemble des ressources, tant financières qu’humaines. Elle s’accompagnera d’une restructuration en profondeur, marquée notamment par une direction administrative et financière commune à l’ensemble des musées.

L’exposition « *Rituels grecs : une expérience sensible* » du **Musée Saint-Raymond**, qui courra jusqu’au 25 mars 2018, sera exceptionnelle tant par ses prêts internationaux que par sa thématique et sollicitera à la fois la polysensorialité du public et son interactif.

2018 pour le **MATOU** est une année de développement et de collaborations hors les murs. Il mettra à l’honneur des affichistes de prestige international, dont les œuvres graphiques sont inscrites dans la mémoire collective mais dont les noms demeurent méconnus du public.

Les deux prochaines années sont marquées pour **les Augustins** par une longue période de travaux nécessaires à la sécurité des personnes et la pérennité de notre patrimoine, avec en particulier la rénovation des verrières des salons de peinture, construites à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d’après des plans de l’architecte Viollet-Le-Duc. Il s’agira également de concevoir et d’implanter face à la rue de Metz un nouveau pavillon d’entrée offrant un espace d’accueil plus grand, mieux accessible, et intégrant une boutique. Le Musée verra parallèlement la réalisation de l’exposition « Toulouse à la Renaissance », des prémices vers 1500 environ jusqu’à l’aube du XVII<sup>e</sup> siècle, mettant en valeur toute la complexité historique de cette longue période avec comme fil conducteur « l’ambition classique » qui a constamment sous-tendu les aspirations des élites et l’activité des artistes.

Au **Couvent des Jacobins** aura lieu dès le mois de juin une exposition immersive sur les chemins de Saint-Jacques de Compostelle dans le cadre des 20 ans de son inscription au patrimoine mondial de l’Unesco.

# MUSIQUE ET SPECTACLE VIVANT

## Chiffres clés

### 19ème édition Toulouse d'Eté

**43 500** personnes pour 191 artistes et **148** événements dans différents lieux toulousains (les Jardins Raymond VI, Saint Pierre des Cuisines, le Cloître des Jacobins, la Halle aux Grains...).

### Métronum

**30 000** personnes accueillies  
**100** concerts  
**12** résidences d'artistes

### Rio Loco

**111 000** personnes ont fréquenté les diverses manifestations organisées dans le cadre de Rio Loco 2017 (Jardins du Museum à Borderouge, le musée des Abattoirs, les bibliothèques, les barrio loco et centres culturels, le Metronum...), dont 45 650 à la prairie des filtres pendant le festival.

### Conservatoire

**2006** élèves inscrits en enseignement artistique  
**24 478** spectateurs pour **177** manifestations (concerts, auditions, spectacles)

### Théâtre Jules Julien

**120** participants à la formation théâtre  
**6 019** spectateurs dont  
**2 772** scolaires

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**12 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**3,21 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,73 M€**

Dépenses d'investissement :  
**1,05 M€**

## Le contexte

Le **Metronum** a fêté son troisième anniversaire dans une ambiance festive et dynamique. Cette troisième saison, très satisfaisante en terme de fréquentation, a totalisé une centaine de concerts dont le tiers est produit par la Ville de Toulouse, représentant près de 200 artistes ou groupes, provenant pour moitié de la région. Des partenariats ont été développés avec le Muséum, Toulouse l'Eté, les Francfolies de la Rochelle et le magazine Clutch.

L'édition 2017 du festival **Rio Loco** avait pour thématique les Iles de l'Océan Indien. Entre convivialité et canicule, plus de 45 000 personnes ont été accueillies, pour une trentaine de groupes, artistes ou compagnies, dont de très beaux concerts et improvisations autour de Danyèl Waro.

Créé en 2004, le festival **Toulouse d'Eté** propose chaque année un programme exigeant qui allie la musique classique aux musiques actuelles. Pour cette 19ème édition, le festival a réuni 191 artistes qui ont assuré une programmation éclectique allant du récital jusqu'aux rives de la musique du monde, du nouveau jazz, du reggae et du rock, en passant par la musique de chambre et la musique symphonique.

Le **Conservatoire** à rayonnement régional favorise l'éveil à la musique et à la danse, l'enseignement d'une pratique musicale et chorégraphique vivante, l'éclosion de musiciens, danseurs, comédiens, ou encore la formation de futurs amateurs éclairés. L'implantation de ses antennes dans les quartiers lui permet d'irriguer l'ensemble du territoire urbain, offrant ainsi à un public diversifié une éducation artistique de proximité. Il s'affirme également comme un lieu vivant d'action culturelle à travers les manifestations qu'il organise.

## Les objectifs pour l'année 2018

Un mouvement de réorganisation en cours va permettre de fédérer quatre activités municipales liées aux musiques : le Metronum, l'ancienne Salle Bleue, les festivals Rio Loco et Toulouse d'Eté.

La mutualisation des activités de Croix-Baragnon et de la Direction des Musiques Actuelles va pouvoir s'opérer autour de l'ensemble des esthétiques de musique gérées dorénavant par une direction unique : musique classique, jazz, chanson française, musiques du monde et musiques actuelles (pop, rock, électro, hip hop, rap, métal,...), sous la forme d'une programmation hors les murs dans des lieux de patrimoine : « la Saison Bleue », le Metronum ainsi que les festivals Rio Loco et Toulouse d'Eté.

L'offre du Metronum se complètera et se confirmera avec le fonctionnement en ordre de marche des studios de répétition. L'édition 2018 du festival Rio Loco portera sur un grand mix et un focus sur la rumba dans tous ses états (catalane, congolaise et cubaine).

## Chiffres clés

7 magazines « à Toulouse » tirés à 300 000 exemplaires/n°

### Connexions sur toulouse.fr

(du 1/11/2016 au 1/11/2017 :

8 997 207 pages vues,

7 455 570 de visiteurs uniques)

119 000 personnes suivent Toulouse sur Facebook, 193 000 sur Twitter et 38 000 sur Instagram

6 321 abonnés à la newsletter toulouse.fr

476 panneaux d'information/communication chantiers, produits et/ou supervisés.

48 campagnes de communication avec 10 expositions produites

+ de 300 000 personnes lors de la manifestation du 14 juillet à la Prairie des Filtres.

1 188 reportages photos et

155 vidéos produites

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**3,4 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**5,6 M€**

Dépenses d'investissement :

**0,2 M€**

## Le contexte

Le service public de la communication externe vise à informer les Toulousains et à faciliter leurs démarches au quotidien. Son autre mission consiste à faire connaître les actions mises en place et les grands projets voulus par l'équipe municipale aux moyens de supports divers : affichage, journaux d'information, médias digitaux, reportages vidéo, expositions sur l'espace public ou lors de salons thématiques, ... En outre, la Direction de la communication veille à ce que les riverains soient informés des manifestations et/ou de la teneur des chantiers qui les impactent.

## Les objectifs pour l'année 2018

Le magazine à Toulouse va connaître une transformation significative au travers d'une ligne éditoriale et graphique revisitée, sa parution sera mensuelle, il sera conçu en complémentarité plus étroite avec le site *toulouse.fr*. L'agenda culturel disponible depuis 2017 sur *toulouse.fr*, offrira progressivement l'accès à de nouvelles thématiques. Une application mobile « culture » sera proposée aux Toulousains.

Des opérations de communication valoriseront les services au public : nouvelles écoles, optimisation de la collecte des déchets, création d'espaces verts, sécurisation des espaces publics, accessibilité handicapés, offre de nouveaux services aux seniors, plan lumière, plan piscine, embellissement du patrimoine ...

Projets à l'échelle des quartiers ou aménagements d'envergure, les transformations urbaines de Toulouse seront mises en valeur, tant sur l'espace public - panneaux de communication chantier ou réseau d'affichage (qu'au plus près des habitants) diffusion de magazines et de flyers.

Riche en événements d'envergure, l'année 2018 sera ponctuée de nombreux rendez-vous dans le cadre du label *Cité européenne de la science*. La fête Lampagia, la *Nobia del Mauro* en juin ou le spectacle déambulatoire de la compagnie *La Machine* en fin d'année seront d'autres nouveaux temps forts dont la direction de la communication assurera également la promotion.







# Toulouse ville responsable

## PARTIE 1 :

### **Organisation du territoire communal**

P.32 Stationnement, déplacements, mobilité

P.33 Marchés et occupation du domaine public

P.34 Eclairage Public

P.35 Opérations d'aménagement  
et opérations foncières

P.36 Jardins et espaces verts

P.37 Voies d'eau et développement durable



# STATIONNEMENT, DEPLACEMENTS, MOBILITE

## Chiffres clés

**856** horodateurs

### En centre ville :

**8 868** places, dont **7 600** payantes sur les **20** quartiers proposant une tarification préférentielle pour les résidents

### Hors centre ville :

**11** quartiers résidents : **3 328** places payantes avec tarification préférentielle pour les résidents

**283** places payantes en ceinture centre ville

**832** places payantes sur les axes commerçants des faubourgs

**903** places en zone bleue (12 zones bleues)

**6 162** abonnés résidents sur l'ensemble du secteur réglementé, **198** véhicules professionnels de l'urgence et de maintenance à domicile abonnés.

## VélôToulouse

**283** stations

**2600** vélos

**32.000** abonnés dont **23.000** sur carte Pastel

**4,4 millions** de locations en 2016)

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : **0,8 M€**

Dépenses de fonctionnement : **7,7 M€**

Dépenses d'investissement : **1,3 M€**

Recettes de fonctionnement : **9,3 M€**

## Le contexte

Le stationnement est un des principaux leviers de régulation des déplacements en voiture. Développé avec une tarification préférentielle pour les résidents, il s'étend à présent sur 31 quartiers.

En 2017, la modernisation du service public du stationnement s'est poursuivie en parallèle de la réforme nationale du stationnement payant sur voirie.

## Les objectifs pour l'année 2018

La direction Mobilités Gestion Réseaux étudie les conditions et pratiques de stationnement dans les secteurs des faubourgs.

Une phase de concertation est en cours pour la mise en place de ce stationnement. Dans ce contexte, le Plan Local de Stationnement s'étend en 2018 avec:

- 1/ La mise en œuvre du stationnement résident dans les quartiers Marengo, Terre Cabade et Guilheméry (partiellement)
- 2/ La mise en œuvre du stationnement payant avec un temps gratuit sur l'axe commerçant de la rue du Faubourg Bonnefoy afin de dynamiser l'activité commerciale et faciliter l'accès aux équipements de proximité
- 3/ La création d'une zone bleue sur le cœur de quartier de Saint-Martin du Touch et la rue Terechkova ZAC Saint-Exupéry
- 4/ Un stationnement privilégié avec la mise en place d'un tarif préférentiel à l'attention des résidents

La réforme de la dépenalisation-décentralisation du non paiement du stationnement payant entre en vigueur au 1er janvier 2018. La modernisation du service public franchit une nouvelle étape avec notamment la mise en œuvre du paiement du stationnement par téléphone mobile.

# MARCHÉS ET OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

## Chiffres clés

**3** halles couvertes  
(160 commerçants)

**60** jours de marchés de plein-vent par semaine (1 500 commerçants – 36 sites)

**13** kiosques (presse, alimentaire, fleurs...)

**16** emplacements (ambulants) exerçant au Stadium (8), à Ernest-Wallon (5) et au Zénith (3)

**41** emplacements pour camions de restauration rapide et 5 vendeurs de marrons lors des fêtes de fin d'année

**3** emplacements fixes pour triporteurs (square De Gaulle/ rue Alsace Lorraine)

**250** taxis

**883** terrasses

**1 599** chantiers

**230** éléments mobiles

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**2,53 M€**

Dépenses en fonctionnement :

**0,29 M€**

Dépenses en investissement :

**4,11 M€**

Recettes en fonctionnement :

**4,23 M€**

## Le contexte

La direction est en charge de la gestion des occupations commerciales du domaine public et veille à l'équilibre entre le dynamisme commercial dans la Ville et le cadre de vie des usagers, avec un souci de rationalisation budgétaire et de simplification des procédures administratives. En 2017, la réglementation relative à l'occupation du domaine public par les terrasses (adoptée en 2016) a intégré de nouveaux critères avec une classification des voies. Dans un contexte de réhabilitation du marché Victor Hugo, la révision de la Réglementation des marchés couverts a été lancée ainsi que la recherche de l'équilibre financier de cet équipement. Concernant les terrasses et les marchés couverts une réflexion globale est engagée quant à la valorisation de ces occupations privatives du domaine public en terme de redevances. Enfin pour les marchés de plein-vent, l'année 2017 a connu le déplacement des marchés de Saint-Sernin (place Saint-Aubin et Allées Jules Guesde), des Minimes, de la Reynerie et des herbes aromatiques, et la création d'un nouveau marché place Dupuy, avec une rationalisation et une réorganisation du temps de travail des placiers.

## Les objectifs pour l'année 2018

Il s'agit notamment de maîtriser la surface totale de l'occupation du domaine public pour les terrasses en confortant le cheminement piéton, d'accompagner la dynamisme des quartiers par la création de marchés de plein-vent, de préparer et mettre en œuvre le déplacement de la Fête Saint-Michel et des caravanes d'habitation, ainsi que d'optimiser la perception des redevances d'occupation du domaine public notamment par rapport aux manifestations. En parallèle, en 2018, il s'agira aussi de mettre en œuvre la simplification des tarifs des marchés de plein-vent, d'engager une révision de la réglementation de ces marchés, de poursuivre les travaux sur la valorisation des occupations privatives du domaine public (terrasses, marchés couverts) en terme de rationalisation des coûts des marchés couverts, de suivre la fin des travaux de réhabilitation du marché Victor Hugo et de continuer à mettre en œuvre la réglementation de l'occupation des terrasses.

## ÉCLAIRAGE PUBLIC

### Chiffres clés

**1 300 km** de réseaux électriques dédiés à l'éclairage public

**67 000** points lumineux dont 10% LED moins consommatrice

**28 millions de kWh** de consommation électrique annuelle (baisse de 2 millions de kWh/an)

**8 000** lampes changées chaque année

**500** installations électriques provisoires installées chaque année

**700** motifs lumineux / 15kms de guirlandes électriques installées chaque année pour Noël

Une astreinte technique **24h sur 24, 7 jours sur 7** pour assurer la sécurité des installations

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : **3,2 M€**

Dépenses de fonctionnement : **5,3 M€**

Dépenses d'investissement : **2,8 M€**

Recettes en fonctionnement : **8,4 M€**

## Le contexte

La problématique de l'énergie est, depuis maintenant plusieurs années, devenue un élément essentiel de l'action publique. L'augmentation du coût réel de l'électricité (+45% en 7 ans) due à la hausse du prix du kWh et à la hausse de taxes (CSPE, TCFE, CFA), rend la maîtrise de sa consommation essentielle à la politique budgétaire de la collectivité. Toute action sur un réseau de cette envergure se doit d'être pensée à long terme (20 ans).

Après une politique générale de baisse de la consommation, la nouvelle politique est axée sur le confort de l'utilisateur et sa perception de l'Espace Public tout en limitant la consommation électrique. Il convient d'éclairer mieux, mais toujours moins cher.

## Les objectifs pour l'année 2018

### AMÉLIORER LA PHOTOMÉTRIE

Un audit lumière a été réalisé sur la ville : 2018 sera la quatrième année d'action découlant de cette analyse. Le programme pour R'allumer la lumière à Toulouse est pérennisé. Il se caractérise par des actions ciblées, là où le besoin d'un renfort ou d'une modification de l'éclairage est rendu nécessaire par une évolution des usages de la Ville. Ainsi, les rues Pargaminières et Romiguière ont servi de banc d'essai et c'est un succès populaire : la nuit, l'espace public est redevenu confortable. Le nouveau Plan Lumière lancé en 2016 accompagne la ville dans sa démarche de classement UNESCO. Après le Pont Neuf, l'Hôtel Dieu, la cathédrale Saint-Etienne, les Jacobins et les Augustins, ce plan portera en 2018 sur la place du Capitole.

### DÉPLOYER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La généralisation de nouvelles technologies de lampes et d'appareils (LED) est en cours. Pourvu d'un mécanisme de reconnaissance de forme, le système d'éclairage public a atteint un niveau d'efficacité optimal. 500 appareils de nouvelle génération ont été installés en 2017, 100 supplémentaires sont prévus en 2018.

### CENTRALISER LA GESTION

L'Éclairage Public évolue vers la Télésurveillance. La partie « stratégique » du parc est entièrement télé-surveillée, ce qui permet une réaction plus efficace face aux pannes inévitables vu la dimension du réseau. Il convient en 2018 de continuer à faire vivre cet outil et de consolider l'expérience acquise afin de faire évoluer les pratiques du métier vers une plus grande efficacité.

# OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT ET OPÉRATIONS FONCIÈRES

## Chiffres clés

### ZAC Cartoucherie :

**150 000 €** sont désormais dédiés à la dépollution de la Cartoucherie sur la partie Ouest.

Sur la partie Est, une participation de 1 million d'Euros est inscrite par avenant au traité de concession de la ZAC Cartoucherie. Cette participation sera versée à Oppidéa qui est en charge du plan de gestion de la pollution sur ce secteur.

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**2,9 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**0,6 M€**

Dépenses d'investissement :

**2,5 M€**

Recettes de investissement :

**0,1 M€**

## Le contexte

**ZAC Cartoucherie** : dans le cadre de la poursuite du projet Cartoucherie, la gestion de la pollution demeure un enjeu majeur, tant sur la partie Ouest du site, où elle est gérée par la collectivité, que sur la partie Est, où elle fait désormais partie des missions confiées à l'aménageur conformément au traité de concession modifié par avenant.

## Les objectifs pour l'année 2018

Les objectifs concernent la recherche de solutions d'optimisation des coûts de dépollution, dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan de gestion innovant et dynamique, impliquant étroitement les constructeurs qui se voient attribuer des lots sur la ZAC . Il s'agit notamment de travailler sur des formes urbaines permettant de confiner une partie des terres polluées sur site.

Sur la copropriété dégradée des Castalides, les acquisitions se termineront (derniers actes prévus au 1er trimestre 2018).

Les travaux de démolition, démarrés en 2017, se poursuivront en 2018 pour se terminer l'année suivante.

La campagne de ravalement 2016-2020 connaîtra une montée en puissance courant 2018.

# JARDINS ET ESPACES VERTS

## Chiffres clés

**1173** points verts

**840** hectares

**160** parcs et jardins

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**16,5 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**3 M€**

Dépenses d'investissement :

**3,3 M€**

## Le contexte

En 2018, la Direction des Jardins et Espaces Verts (DJEV) poursuit sa mission d'entretien des espaces verts et la requalification des jardins de la Ville. Dans ce contexte, elle continue à assurer une politique respectueuse de l'environnement tout en conciliant les principes de gestion durable avec l'usage des espaces et la sécurité des usagers.

Attachée à une gestion responsable des ressources, la Ville de Toulouse œuvre pour la surveillance et la rénovation des réseaux d'arrosage et des fontaines publiques afin de maîtriser la qualité de l'eau et d'en réduire la consommation.

Le fleurissement et l'embellissement de la Ville sont assurés avec une palette végétale adaptée au climat de la région limitant les besoins en eau.

## Les objectifs pour l'année 2018

La gestion et la maintenance du patrimoine arboré doivent être renforcées grâce à la création d'un service dédié au sein de la DJEV. Les diagnostics à venir permettront d'assurer un suivi pertinent de ce patrimoine, de veiller à la sécurité des usagers et de promouvoir la diversité des essences.

Dans le cadre de la renaturation d'espaces à fort potentiel écologique, après la replantation du bois urbain des Argoulets, le site de Ribaute sera remis en valeur au cours de l'année.

### LA RÉGIE AGRICOLE

La Régie Agricole poursuivra deux objectifs principaux en 2018 :

- L'ouverture d'une salle des ventes pour permettre aux toulousains d'accéder aux vins et aux jus de fruits produits.
- La préparation des terres et des fournitures pour réaliser la plantation en mars 2019 de 5 ha de nouvelles vignes avec des cépages régionaux.

Ces objectifs se placent dans la continuité des actions en cours avec comme but de faire du vin de Candie le vin de Toulouse, d'ouvrir le domaine au public et d'assurer son financement par deux axes : la subvention municipale (222 953 €) et les recettes qu'il convient de développer.



# VOIES D'EAU ET DEVELOPPEMENT DURABLE

## Chiffres clés

### Semaine du développement durable :

**1 207** visiteurs

les 3 et 4 juin 2017

### Garonne :

**27 m³** d'embâcles évacués,

**1 600 m³** de vase extraits et

**170 m³** d'herbiers retirés

### Port Saint Sauveur :

**415** personnes accueillies pour la semaine du développement durable, **132** visiteurs lors des journées du patrimoine pour l'exposition « la vidange du barrage de Saint Ferréol »

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**0,4 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**0,4 M€**

Dépenses d'investissement :

**0,3 M€**

Recettes de fonctionnement :

**0,1 M€**

## Le contexte

### PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL :

La Ville soutient financièrement des associations œuvrant dans les domaines de la mobilité, de la biodiversité et de la gestion écologique.

### LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

Dans le cadre de la semaine du développement durable, des animations ont été proposées sur les thèmes liés à l'environnement (« Consommation et production responsable », « Bonne santé et Bien-être », « Vie Terrestre ») ou au Canal du Midi.

Lors du festival Rio Loco, 120 000 gobelets ecocup ont été distribués, 38 % des déchets ont été recyclés (7 fois moins de déchets) et 600 kg de nourriture ont été redistribués (dons). Prévention et tri des déchets, usage des transports ont été appréhendés sur le plan du développement durable.

### LES VOIES D'EAU :

Elles sont des éléments centraux du patrimoine toulousain avec le Canal du Midi classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et la Garonne classée Natura 2000. La Ville cherche à les valoriser par :

- sa politique d'entretien : collecte déchets, évacuation d'embâcles, extraction de vases, désherbage du quai et maintenance des équipements de navigation
- sa politique d'animation : la fête du fleuve a permis la découverte d'activités nautiques, des pique-niques à thème, des courses de nage en eau libre et diverses démonstrations.
- sa politique d'aménagement : le port Saint-Sauveur, récemment doté d'une halte cyclo-touriste, s'améliore en permanence (extension des services du port, meilleur accueil des plaisanciers), justifiant l'obtention, pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, du label « Pavillon bleu »

## Les objectifs pour l'année 2018

Cette année, la semaine du développement durable sera l'occasion de communiquer sur le Plan Climat 2017-2020-2030.

Toujours soucieuse d'environnement, La Ville de Toulouse adhère à ATMO Occitanie qui assure la surveillance de la qualité de l'air. Elle subventionne également l'association du collectif contre les nuisances aériennes.

Le Canal du Midi sera mis en valeur par l'installation de panneaux Smart City et la mise en lumière d'ouvrages d'arts.

La valorisation du Port Saint Sauveur se prolongera par l'amélioration des volets économique (augmentation de la fréquentation et des recettes), environnemental (label Pavillon Bleu et objectifs développement durable), social (sensibilisation des scolaires à la préservation du patrimoine historique et culturel).



# Toulouse ville responsable

PARTIE 2 :

**Promotion de la citoyenneté  
et services publics de proximité**



**P.40** Démocratie Locale

**P.41** Lutte contre les discriminations

**P.42** Police Municipale

# DÉMOCRATIE LOCALE

## Chiffres clés

6 secteurs – 20 quartiers – 5

Maisons de la Citoyenneté

Une enveloppe participative  
de 55 400 € par quartier

644 réunions publiques  
et rencontres avec les  
toulousains organisées

1 maison des associations – 230  
associations résidentes

56 salles mises à disposition  
des associations

70 % des demandes de subventions  
déposées par les associations  
l'ont été au travers du portail  
internet dématérialisé

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**3,5 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,3 M€**

Dépenses de investissement :  
**1,6 M€** dont **1,14 M€** pour les  
enveloppes de quartiers

## Le contexte

Après avoir stabilisé l'organisation administrative au cours de l'année 2017, l'accent sera mis, en 2018, sur le développement de la transversalité au niveau des fonctions métier et sur une cohérence accrue en matière de démocratie participative et de concertation des habitants (processus communs, conseils citoyens, commissions de quartier, diagnostics en marchant ...).

Par ailleurs, pour une meilleure appropriation de cette thématique à l'échelle des services de la collectivité, une action de formation à la participation citoyenne a été mise en place et se poursuivra dans le cadre du dispositif d'accompagnement des managers.

L'accompagnement des projets de la collectivité, structurants ou de proximité, trouvera un dispositif de concertation et de suivi structuré au travers de l'élaboration de 20 projets de quartier ; un document de communication sera produit pour chacun des territoires.

## Les objectifs pour l'année 2018

Les projets de quartier : après structuration de la démarche en 2017, des présentations et discussions du contenu des projets de quartier seront réalisées en bureaux et commissions de quartiers.

La proximité : un effort accru sur l'environnement quotidien des toulousains (propreté, civilité) par une amélioration de la réactivité notamment.

Participation : des moyens diversifiés seront mis en œuvre pour intégrer des publics aujourd'hui peu investis en développant la participation itinérante et en créant une plate-forme dématérialisée.

Maisons de la Citoyenneté : le chantier de la 6<sup>ème</sup> Maison de la citoyenneté OUEST - secteur 6 est lancé.

Locaux associatifs : les salons du Musée du Capitole seront ouverts à la location ; à noter également la poursuite de la démarche de rénovation des salles (le Hall 8 du parc des expos, les salles Barcelone et Felix Lavit, ...) et de l'optimisation des recettes.

Vie Associative – Maillage accentué du territoire par l'organisation d'un forum des associations par quartier – Poursuite du développement du portail associations.



# LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

## Chiffres clés

L'Espace diversités laïcité (EDL) constitue un outil essentiel que la Ville met à disposition de tous les partenaires impliqués dans la lutte contre le racisme et les discriminations et en faveur de la promotion de la laïcité.

**Dans près de 2000 m<sup>2</sup>, l'EDL se compose de :**

- 1 auditorium de 150 places,
- 1 bureau des permanences d'accès aux droits,
- 5 salles de réunion,
- 1 centre LGBT (Lesbien Gay Bi Trans),
- 2 espaces d'exposition.

**L'action de prévention des discriminations c'est :**

- 60 000 visiteurs accueillis à l'année,
- 210 partenaires accueillis dont 84 % associatifs,
- 20 permanences d'accès aux droits proposées par les associations et institutions,
- 28 expositions présentées au public,
- 1 fond ressources de 51 expositions à disposition des partenaires locaux (180 prêts d'exposition),
- 40 associations subventionnées au travers de la Mission égalité diversités,
- 1 site internet dédié : [nondiscrimination.toulouse.fr](http://nondiscrimination.toulouse.fr)

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :

**0,7 M€**

Dépenses de fonctionnement :

**0,3 M€**

Dépenses d'investissement :

**0,06 M€**

## Le contexte

La prévention et la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations, la promotion des droits humains et de la laïcité sont des socles de la République. La ville de Toulouse y consacre une attention permanente afin de :

- communiquer pour faire évoluer les mentalités, combattre les préjugés et faire reculer les stéréotypes,
- agir en partenariat sur les discriminations directes, indirectes et systémiques en appuyant la transformation de pratiques des différents acteurs,
- promouvoir l'égalité femmes hommes, les droits humains et la laïcité,
- promouvoir les diversités au travers de Toulouse Diversités - Conseil des résidents étrangers de Toulouse,
- favoriser le vivre ensemble et le dialogue par l'intermédiaire de Toulouse Fraternité - Conseil de la laïcité.

## Les objectifs pour l'année 2018

2018 sera marquée par la réalisation du « Parcours découverte pour la mémoire et l'histoire de l'immigration et des droits humains de Toulouse ». La Ville réaffirmera également son ambition en matière d'égalité femmes/hommes et poursuivra également la prévention des discriminations dans l'éducation et sur le marché du travail par :

- la mise en œuvre de plans territoriaux,
- un appel à projets consacré à l'égalité femmes/hommes,
- la promotion des droits humains à travers le renforcement de partenariats avec : l'Éducation Nationale, la Réserve Citoyenne et les associations locales intervenant dans ce domaine,
- le renforcement des actions de prévention de toutes les formes de discriminations par l'organisation de formations, d'expositions, de conférences et débats en lien avec les associations engagées dans la lutte contre les discriminations.

## POLICE MUNICIPALE

### Chiffres clés

**11 000** mises en fourrière

**3500** procédures

**317** policiers municipaux

**44** agents de surveillance  
de la voie publique

**27** agents administratifs

**10** agents techniques

**37** opérateurs vidéo

**350** caméras de  
vidéosurveillance installées

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**18,9 M€**

Dépenses en fonctionnement :  
**5,7 M€** (dont 3,8 M€ de  
remboursement des forfaits  
de post stationnement)

Dépenses en investissement :  
**0,5 M€**

Recettes en fonctionnement :  
**6,9 M€** (dont 5 M€ frais post  
stationnement et 1,9 M€  
fourrière municipale)

## Le contexte

Avec plus de 300 policiers municipaux opérationnels, la direction de la police municipale devait évoluer pour apporter une réponse plus satisfaisante aux sollicitations des toulousains dans le contexte national de état d'urgence.

La nouvelle organisation de l'ensemble des services de police municipale, mise en place début juin 2017 vise à :

- développer de nouvelles méthodes de travail améliorant la réactivité des équipages et porter le taux de réponse Allô Toulouse à 80 %,
- augmenter les patrouilles pédestres et cyclistes pour davantage de proximité et de lisibilité policière,
- fidéliser les policiers municipaux par secteur, en centre ville et dans les quartiers,
- assurer une présence sur l'ensemble du territoire 7j/7j et une interaction entre les patrouilles et la vidéoprotection,
- créer une brigade d'intervention fonctionnant 24h/24h,
- développer la formation en intra (nouveau moniteur pour les gestes techniques et professionnels d'intervention)

## Les objectifs pour l'année 2018

- la mise en œuvre de la dépenalisation du stationnement et la création du service de gestion des recours pré-contentieux,
- l'augmentation du taux de respect en zone de stationnement réglementé,
- la rationalisation de la gestion du parc fourrière pour répondre aux besoins d'enlèvement des véhicules épaves ou ventouses et pour lutter contre le sentiment d'insécurité,
- la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la convention d'enlèvement des véhicules épaves ou ventouses dans les lieux privés où le Code de la Route ne s'applique pas,
- le développement des relations partenariales en actualisant la convention de coordination avec la police nationale,
- la gestion prévisionnelle des manifestations,
- le renforcement des équipements de protections des agents,
- la finalisation de l'organisation du bureau d'ordre et la coordination avec les services administratifs,
- le déploiement d'un progiciel répondant aux besoins et permettant de dégager des indicateurs de pilotage du service,
- la mise en exploitation du progiciel d'analyse intelligente des flux vidéo.
- la mise en place d'une gestion prévisionnelle des ressources humaines et d'outils de pilotage budgétaire.



# Toulouse ville solidaire

- P.44 Éducation
- P.45 Cuisine centrale
- P.46 Petite enfance
- P.47 Enfance loisirs
- P.48 Animation socioculturelle
- P.49 Renforcement du lien social
- P.50 Logement
- P.51 Centre Communal d'Action Sociale
- P.52 Séniors
- P.53 Hygiène et santé
- P.54 Sports

### Chiffres clés

**203** écoles publiques (**95** élémentaires et **108** maternelles) et **34 149** élèves scolarisés  
**6 619** élèves scolarisés dans les écoles privées sous contrat soit un total de **40 768** élèves

**105** CLAE maternels en régie, **2** CLAE regroupant maternelle et élémentaire en régie et **3** en gestion associative

**93** CLAE élémentaires dont **31** associatifs et **62** en marchés publics

**28 000** enfants accueillis dans les CLAE et près de **27 000** demi-pensionnaires en moyenne

Plus de **2 700** agents travaillent au sein de la Direction de l'Éducation.

**298 950 m<sup>2</sup>** environ de patrimoine scolaire bâti (hors modulaires)

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelles 2018 : **82,5 M€**

Dépenses de fonctionnement : **31,9 M€**

Dépenses d'investissement : **63,6 M€**

Recettes de fonctionnement : **8 M€** (hors restauration scolaire)

Recettes d'investissement : **3,8 M€**

## Le contexte

La croissance démographique constatée dans les écoles depuis plusieurs années se poursuit en 2017/2018. La Ville accueille plus de 34 000 élèves scolarisés dans les écoles publiques aujourd'hui. En 2017, la croissance du nombre d'élèves a donné lieu à l'ouverture de 30 classes.

Par ailleurs, la mesure gouvernementale « CP 12 » en REP+ a généré la création de 64 classes lors de la rentrée scolaire 2017/18. Sa mise en œuvre se poursuit pour les classes de CP et CE1 en REP et REP+ à la rentrée scolaire 2018/19.

Cette rentrée scolaire a vu l'ouverture du nouveau groupe scolaire Niboul dans le quartier Borderouge et de 3 écoles provisoires : Grand Selve (Borderouge), Aubrac maternelle (La Salade) et Germaine Tillion (Bordeblanche).

Concernant les rythmes scolaires, le gouvernement a ouvert la possibilité de leur révision par un décret autorisant la semaine des 4 jours. La municipalité a réaffirmé le maintien de la semaine des 4,5 jours dans les écoles publiques toulousaines.

## Les objectifs pour l'année 2018

Pour répondre à la croissance démographique de la Ville, la construction de 10 nouvelles écoles est programmée à l'horizon 2020. En 2018, seront livrés les groupes scolaires Reynerie Sud, de Gaulle-Anthonioz, Borderouge et l'élémentaire Fleurance.

Dans le contexte sécuritaire actuel, 1M€ par an sont consacrés aux travaux de mise en sécurité des écoles. Ces investissements ont fait l'objet d'une demande de financement auprès de l'État.

L'effort est maintenu sur l'entretien, la maintenance et la rénovation du patrimoine scolaire afin d'améliorer la sécurité et l'hygiène ainsi que les conditions de travail du personnel et de favoriser le bien vivre ensemble dans les écoles.

Dans le cadre du plan SILENCIO, une enveloppe de 2,5 M€ sera consacrée à l'insonorisation des écoles impactées par les nuisances de l'aéroport.

La démarche engagée pour faire rentrer l'éducation dans l'ère du numérique est poursuivie avec l'acquisition de matériels et le câblage d'écoles nouvelles.

Dans le cadre du Projet Éducatif Territorial, la Ville poursuit le développement et l'amélioration de l'accueil des petits toulousains dans les écoles tout en adaptant son offre éducative aux enjeux de demain et au nouveau contexte sociologique et démographique.

## Chiffres clés

**32 000** repas servis  
quotidiennement en temps scolaire

**88** agents qui œuvrent dans le  
service à la production de ces repas

**25 %** des achats consacrés  
aux produits biologiques  
(dont 90 % de bio local)

**45 %** d'achat régional  
tout achat confondu

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**3,7 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**11,5 M€**

Dépenses d'investissement :  
**1,9 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**11,4 M€**

## Le contexte

La Cuisine Centrale assure la fabrication des repas servis dans les écoles publiques de la ville. En application de la réglementation en matière de nutrition, elle propose des menus variés qui respectent un plan alimentaire qui garantit des apports nutritionnels adaptés à chaque âge des convives.

2 millions d'euros seront investis entre 2016 et 2018 pour permettre d'adapter les volumes de stockage au nombre de repas produits et ainsi assurer de meilleures conditions d'hygiène aux fabrications.

En septembre 2017, la Cuisine Centrale s'est dotée d'une nouvelle organisation de la production afin d'améliorer la confection des plats et proposer des entrées et des plats de substitution plus variés.

## Les objectifs pour l'année 2018

Poursuivre l'amélioration de la qualité des repas servis.

Poursuivre la politique d'achat vers des produits de qualité et locaux avec, dès janvier 2018, le passage du jambon cuit en label «bleu blanc cœur», de la saucisse fraîche, en bio, et des légumineuses, en bio.

Intégrer 2 artisans boulangers supplémentaires qui fourniront les cantines scolaires en baguettes bio.

L'équipe des cuisiniers municipaux prend la relève du chef étoilé S. Tournié . Elle proposera chaque mois un menu « gastronomique » qui mettra en valeur les produits régionaux et/ou des recettes du monde.

Poursuivre la participation de la Cuisine Centrale aux diverses manifestations locales et nationales en rapport avec l'alimentation : journée de la gastronomie (septembre), semaine du goût (octobre), SISQA (décembre), semaine européenne (mai), RIO LOCO (juin), semaine du développement durable avec le menu bas carbone « 2 fois bon » (juin) et tout au long de l'été des menus à thème pour les enfants accueillis en centre de loisirs.



# PETITE ENFANCE

## Chiffres clés

**57** structures en gestion municipale, **16** crèches CCAS, **3** haltes-garderies Mairie/CAF, **85** structures associatives subventionnées et une dizaine de crèches d'entreprises.

**671** places en crèches d'entreprises (dont crèches hospitalières et universitaires subventionnées) et en entreprises de crèches (secteur marchand non subventionné).

A cela s'ajoute l'accueil proposé par les 10 crèches familiales municipales (soit 800 places environ au domicile des assistantes maternelles).

**337** nouvelles places nettes seront proposées aux familles Toulousaines **en 2018** dont 22 places en secteur public, 295 en secteur associatif et 20 places en secteur privé.

## BUDGET 2018

Masse salariale Prévisionnelle 2018 :  
**25 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**13 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**15 M€**

Dépenses d'investissement :  
**3 M€** dont 2 M€ pour la création du multi accueil « Cité Nord »

## Le contexte

Toulouse compte parmi les métropoles qui enregistrent l'une des plus fortes croissances démographiques. Il naît en moyenne 20 petits Toulousains par jour. Forte de ce constat, la Ville de Toulouse a fait de la petite enfance l'une des priorités du mandat. 1000 nouvelles places en crèche seront créées entre 2014 et 2020. Fin 2017, 55 % de cet objectif étaient réalisés.

Les implantations concernent l'ensemble du territoire toulousain, afin de proposer aux habitants, au coeur de leurs quartiers, des modes de garde adaptés à leurs besoins.

L'autre particularité de Toulouse est la grande diversité des structures d'accueil : accueil régulier, accueil familial, accueil occasionnel, dispositif spécifique de prise en charge sur des horaires atypiques.

## Les objectifs pour l'année 2018

- Poursuivre le plan de création de places dans un contexte budgétaire contraint et optimiser les taux d'occupation. Soutenir les personnes en recherche ou en reprise d'emploi et en formation par des propositions adaptées. Fluidifier le fonctionnement des établissements par :

- des actions en vue de favoriser le bien-être au travail
- une réflexion et des actions de maîtrise de l'absentéisme

- Accompagner l'évolution de l'accueil familial et des haltes-garderies.

- Approfondir les relations avec le secteur associatif par des mesures d'accompagnement spécifique. Poursuivre les réflexions sur l'évolution des pratiques auprès des enfants, des familles, et des équipes (formations sur site, groupes d'analyses, propositions éducatives).

Promouvoir la culture et le vivre-ensemble.

## Chiffres clés

**108** accueils de loisirs fonctionnent à Toulouse (59 municipaux et 49 associatifs)

L'offre de loisirs municipale représente **75 %** de la capacité d'accueil en nombre de places

Plus de **10 000** enfants ont été accueillis, dont **386** enfants en situation de handicap.

Avec **2500** personnels mobilisés sur la période estivale.

Par ailleurs, la Ville compte aujourd'hui **15** ludothèques, dont **5** en gestion municipale

A l'extérieur de Toulouse, les centres d'accueil d'Aulus (09), Jurvielle (31), Antichan (31) et St Laurent (65) ont enregistré **44 500** journées participants.

**En 2018** : La Direction Enfance et Loisirs prévoit de réaliser **450 500** journées participants, dont **331 980** en formule d'accueil (accueils de loisirs, mini séjours et séjours de vacances) et **118 920** en accueil hôtelier à Toulouse et à l'extérieur.

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : **12,5 M€**

Dépenses de fonctionnement : **7 M€**

Dépenses d'investissement : **0,7 M€**

Recettes de fonctionnement : **18,4 M€**

## Le contexte

Dans le cadre du Projet Éducatif De Toulouse (PEDT), l'offre de loisirs extrascolaire s'inscrit comme un enjeu éducatif, social et culturel à côté de l'école et de la famille. Dans un contexte démographique exceptionnel, la Ville engage sa responsabilité auprès d'un enfant sur trois scolarisé à Toulouse. Les accueils de loisirs maternels et élémentaires, les mini séjours, les club adolescents les séjours de vacances et les ludothèques proposent des formules complémentaires et attractives adaptées à tous les publics.

Aujourd'hui, les formules d'accueil collectif et les ludothèques sont des entités éducatives. Elles visent l'épanouissement des enfants et l'émancipation des jeunes, dans un environnement sécurisé. Elle répondent à un besoin social, tissent du lien et participent à la construction d'une culture du vivre ensemble. La mise à disposition régulière d'équipements et d'hébergements municipaux favorise la mixité et la diversité des publics (classes, groupes constitués, club, associations...).

Par ailleurs, le soutien des opérateurs associatifs contribue à renforcer la cohérence territoriale et favorise un meilleur équilibre de l'offre. Il s'agit en particulier de lutter contre les inégalités sociales ou territoriales et de favoriser l'accès du plus grand nombre. L'accueil des enfants en situation de handicap reste une priorité.

## Les objectifs pour l'année 2018

La Direction Enfance Loisirs souhaite adapter le portefeuille de ses activités et moderniser ses modes de gestion. Pendant les périodes scolaires, elle propose des services de proximité et pendant les vacances, elle fait le pari de la mobilité (Pyrénées, Bretagne, Corse, Espagne,...). Elle souhaite consolider les partenariats institutionnels et les collaborations internes en accord avec les orientations du PEDT, le Contrat de Ville, le Contrat Enfance Jeunesse et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Objectifs auprès des familles :

- Faciliter le départ en séjours de vacances et favoriser l'accès aux mini séjours
- Développer l'offre à destination des adolescents (club ados) et promouvoir la culture ludique

Objectifs auprès des partenaires :

- Consolider l'action des opérateurs associatifs (nouvelles conventions)
- Participer activement au Parlement Éducatif de Toulouse
- Valoriser la Ville de Toulouse dans les réseaux nationaux (UNICEF et UNAT) et conduire une démarche qualité du service au quotidien



# ANIMATION SOCIOCULTURELLE

## Chiffres clés

**17** Centres culturels et d'animation,  
**6** Maisons de quartier en gestion directe, situées sur l'ensemble du territoire Toulousain.

**7** Maisons des Jeunes et de la Culture et **6** associations d'importance, conventionnées et bénéficiant de subventions annuelles de fonctionnement telles que : le Cercle Laïque « Jean Chaubet », l'ASC Montaudran ou encore le Centre Culturel des Minimes.

**497** spectacles et animations de quartier dont **262** pour « Jeune Public » et **235** « Tout Public »  
**105** expositions thématiques et artistiques

**145** disciplines proposées en pratique amateur pour tous publics.

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**13 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**4,2 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,91 M€**

Dépenses d'investissement : **1,8 M€**  
dont **0,5 M€** pour l'acquisition et aménagement de la salle de danse Gonin –  
**0,4 M€** pour les locaux associatifs socioculturels Borderouge.

## Le contexte

La Direction de l'Animation Socioculturelle (DASC), propose une offre socioculturelle favorisant l'accès du plus grand nombre à la découverte et à la pratique de loisirs artistiques, culturels, éducatifs, sportifs et de bien être dans un esprit d'échanges et de mixité sociale au plus près des habitants de Toulouse.

Celle-ci se décline en une programmation de spectacles et d'expositions, accompagnée d'actions de médiation et de multiples possibilités d'activités de pratiques amateurs à travers des ateliers ouverts sur un éventail de près de 145 disciplines.

Le réseau des centres et la direction s'impliquent aussi activement dans l'animation locale et la dynamique associative en organisant le soutien financier des 13 associations conventionnées qui œuvrent pour les mêmes missions socio-éducatives, ainsi que celui des initiatives associatives ponctuelles sur des aides à projets.

## Les objectifs pour l'année 2018

Les services de l'Animation Socioculturelle poursuivront leurs missions en travaillant étroitement et en cohérence avec les acteurs locaux au plus proche des habitants. 2018 verra la mise en œuvre de la réorganisation fonctionnelle de cette direction avec un nouveau projet qui se décline autour de 4 axes majeurs :

- Recentrer les moyens et les missions
- Affirmer l'expertise et les compétences
- Moderniser l'offre et les procédures
- Coordonner et animer les réseaux

et d'une organisation fonctionnelle en 5 services dotés d'un budget par territoire (T1 « **Mazades** », T2 « **Bonnefoy** », T3 « **Bellegarde** », T4 « **Saint Cyprien** » et T5 « **Alban Minville** ») représentant les services opérationnels de l'animation socioculturelle, au cœur des métiers et de ses missions, au côté des services ressources aux missions transversales.

Les partenariats engagés avec les organisateurs des événements culturels et festivals toulousains perdureront ainsi que les actions transversales et complémentaires avec les services de la Ville.

L'accent sera mis sur les actions et activités dans les quartiers Politiques de la Ville avec :

- une augmentation des manifestations "hors les murs",
- le rajeunissement de l'offre envers les jeunes adultes,
- une programmation estivale densifiée offrant aux toulousains des activités culturelles, sportives et récréatives favorisant le lien social et intergénérationnel.

# RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL

## Chiffres clés

### Espace Social du Grand Ramier :

**3 160** dossiers de bénéficiaires  
**158 000** repas / **15 000** prestations  
douches / laverie  
**5530** entretiens sociaux réalisés

### Économie sociale et solidaire (ESS) :

**1** chantier d'insertion  
«Bois et Compagnie»  
**20** projets innovants financés

### Lutte contre les exclusions :

**1** village d'insertion, **2** terrains  
d'accueil, **130** logements répartis  
sur l'ensemble du territoire  
toulousain pour répondre aux  
besoins d'hébergement des publics  
migrants précaires,  
**20** places d'hébergement de nuit  
pour l'accueil de femmes isolées à  
la rue durant la période hivernale,  
**34** associations subventionnées

### Action Médiation Insertion (AMI)

Maison de Paléficat : **17** adultes de  
18 à 30 ans accueillis avec animal  
Maison de Nougayrol : **5** femmes  
accueillies sans animal.  
Maison des Vignes : **5** personnes  
(h/f/Couple âgées de 18 à 60 ans)

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle  
2018 :

**3,4 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**1,6 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,1 M€**

Dépenses d'investissement :  
**3,9 M€** dont **1,65 M€** pour la mise  
en accessibilité du Musée des  
Augustins et **1,7 M€** pour le nouvel  
Agenda d'Accessibilité Programmée  
2017-2020 des Etablissements  
Recevant du Public (86 ERP).

## Le contexte

La ville de Toulouse mène des politiques publiques volontaristes d'hébergement et d'insertion en direction des publics fragilisés par : la lutte contre les phénomènes d'exclusion des personnes en situation de grande précarité, des migrants et ressortissants européens ou personnes sans résidence stable.

La ville de Toulouse a mis en place en 2015 un dispositif AMI (Action Médiation Insertion) à destination du public de la rue, ayant pour objectif une approche humaine des personnes sans résidence stable occupant l'espace public et créant des nuisances et/ou des troubles à l'ordre public. Les personnes ayant un projet d'insertion sont suivies par les médiateurs et orientées vers l'association mandatée et financée par la ville pour la gestion des structures et pour assurer l'accompagnement social.

L'économie Sociale et Solidaire, en lien avec les actions soutenues par Toulouse Métropole, de part notamment la création d'emplois dans des secteurs diversifiés, répond à une demande d'accompagnement de porteurs de projets innovants sur la ville de Toulouse.

## Les objectifs pour l'année 2018

### LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

Suite aux démantèlements des principaux campements illicites sur Toulouse, poursuite de la veille des squats et campements sur ce territoire ;

- participation dans la définition et la mise en œuvre de projets de logements dans le cadre du plan national « logement d'abord » en qualité de territoire d'expérimentation ;
- poursuite du dispositif d'hébergement et d'accompagnement des publics migrants précaires vers l'accès à l'emploi et au logement de droit commun.

### HANDICAP

A travers l'Agenda d'Accessibilité Programmée 2017-2025, réalisation des travaux de mise aux normes et confort d'usage pour près de 80 ERP (Établissements Recevant du Public)

- mise en place de dispositifs favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap
- Action de sensibilisation pour lever les tabous autour du handicap et favoriser le vivre ensemble (Rencontres Ville&Handicap)

### ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Poursuivre le développement des manifestations œuvrant dans ce secteur avec :

- le marché de Noël artisanal et Solidaire, « A table autrement », le Tourisme solidaire.

## Chiffres clés

**184** dossiers de prêt à taux zéro accordés dans le cadre du dispositif d'accès à la propriété d'un premier logement pour un montant total de 1 098 000 euros.

**22** dossiers PASSLOG, avance du 1er mois de loyer pour les étudiants

**43** dossiers INSTAL'TOIT, nouveau dispositif d'aide à l'installation pour les étudiants.

**93** ménages accueillis au titre du dispositif Logements Passerelles, dispositif de logement temporaire à destination des femmes victimes de violences ou de ménages ayant subi un accident de la vie.

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**0,6 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**0,26 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,1 M€**

Dépenses d'investissement :  
**1,9 M€**

## Le contexte

La ville de Toulouse poursuit sa politique volontariste en faveur des ménages aux revenus modestes et des étudiants, la diversité des dispositifs municipaux offrant une complémentarité aux dispositifs de droit commun.

Ainsi, la mise en œuvre du nouveau dispositif de prêt à taux zéro pour l'accès (PAT) a permis à **184** ménages, soit 44 % de plus qu'en 2016, de devenir propriétaires à Toulouse.

Par ailleurs, la Ville de Toulouse s'inscrit également dans une démarche d'accompagnement à l'accès au logement des étudiants, en modernisant son dispositif de prêt à taux zéro à destination de ce public. Cela se traduit notamment par la possibilité offerte aux étudiants, de bénéficier de ce prêt non seulement pour le paiement du 1er mois de loyer mais également pour le paiement du dépôt de garantie, des frais d'installation, d'ouverture des compteurs, etc...

## Les objectifs pour l'année 2018

Pour 2018, la Ville de Toulouse va poursuivre ses engagements pour permettre l'accès au logement des plus modestes.

La politique volontariste menée par la collectivité dans ce domaine va s'accroître dans le cadre du Plan Logement d'abord, avec dès 2018, la mise en œuvre d'actions concrètes à destination des ménages les plus en difficulté pour accéder au logement et ce, malgré un contexte économique contraint, faisant ainsi le choix de la solidarité.

# MISSION ACCUEILS JEUNES

## Chiffres clés

**14** structures d'accueil (dont 11 localisées en Quartiers Politique de la Ville et 1 en quartier de veille), réparties sur 5 des 6 secteurs de la Ville de Toulouse ;

**1 539** jeunes ont été accueillis en 2016 ;

Une moyenne de **210** jours d'ouverture sur l'année par structure ;

**480** sorties réalisées, réunissant 3290 participants ;

**25** séjours/camps/chantiers organisés : 162 participants au total.

La mutualisation de 4 minibus a permis de réaliser une économie à nos deux collectivités en dépense de location de **36 465 €** sur la période de juillet 2016 à août 2017.

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : **2 M€**

Dépenses de fonctionnement : 0,2 M€

Recettes de fonctionnement : **0,2 M€**

Dépenses d'investissement : **1,2 M€** dont 1,1 M€ pour le lieu accueil jeunes Rue Ernest Renan.

## Le contexte

La stabilisation des équipes de terrain s'est traduite par une augmentation de la fréquentation globale des Accueils Jeunes. La Mission Accueils Jeunes a poursuivi sa mutation organisationnelle. La strate managériale de proximité a été repensée afin d'assurer la continuité de la coordination déterritorialisée, de mutualiser et d'optimiser les moyens mais aussi d'identifier des référents thématiques et des interlocuteurs territoriaux.

Cette réorganisation avait également pour objectifs la prise en compte des spécificités métiers - des animateurs et éducateurs spécialisés et de leur complémentarité - ainsi que l'harmonisation de l'organisation de la Mission Accueils Jeunes avec des services ou missions équivalents, tels les dispositifs de la Réussite Éducative ou de la Prévention Spécialisée.

Parallèlement, le projet de service a évolué de manière à inscrire le dispositif Accueils Jeunes comme acteur jeunesse à part entière et participant aux projets de territoire liés au Contrat de Ville. Deux Accueils Jeunes ont déménagé dans de nouveaux locaux mieux adaptés à l'accueil collectif des jeunes : les Pradettes en décembre 2016, et Bourbaki en janvier 2017. L'Accueil Jeune Vestrepain, situé dans le quartier de Bagatelle, a fait l'objet de travaux importants de sécurité incendie et de rénovation.

## Les objectifs pour l'année 2018

Les travaux inscrits à la Programmation Pluriannuelle des Investissements pour l'aménagement de locaux au 95 rue Ernest Renan dans le quartier des 3 cocus vont débuter. Ils ont vocation à héberger les Accueils Jeunes des Chamois (11-17 ans) et des Izards (16-25 ans), ainsi que l'équipe de la Réussite éducative du secteur.

La ré-affectation des moyens en personnel et de fonctionnement de l'AJ Hers vers le quartier prioritaire de Soupetard est à l'étude. Ce transfert serait compensé dans le quartier de l'Hers par l'implantation d'un Club Ados géré par la Direction Enfance Loisirs. La mise en œuvre de ces évolutions pourrait être envisagée courant 2018.

L'évolution du projet de service se poursuivra notamment par une déclinaison territoriale et ce, à l'échelle de chaque structure. Cette étape permettra un ajustement des actions aux réalités diverses des quartiers. Afin de favoriser la cohésion d'équipe et la complémentarité animateur/éducateur spécialisé, un accompagnement des équipes est planifié en 2018.

### Chiffres clés

**13** restaurants seniors - ouverture en 2017 du 13<sup>ième</sup> restaurant aux Pradettes, portant la capacité d'accueil quotidien à **700** personnes

**65** clubs seniors associatifs avec près de **8 000** adhérents Toulousains

**1** Point Information Seniors recevant plus de **36 000** seniors par an, qui connaît une augmentation de son activité d'accueil avec l'application, depuis le 3 juillet 2017, de la tarification solidaire pour les droits au transport,

**13 000** seniors bénéficient des festivités de fin d'année.

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**2,6 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**1,27 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**0,48 M€**

Dépenses d'investissement :  
**1,65 M€** dont 1,12 M€ pour l'Espace Seniors Sénéchal

## Le contexte

La ville de Toulouse compte 76 000 seniors de plus de 60 ans soit 17 % de la population. Le vieillissement démographique est inéluctable avec un allongement continu de la durée de vie. Le bien être dans la ville et la qualité de vie quotidienne de tous les seniors constituent des enjeux majeurs pour la collectivité.

En complémentarité du Centre Communal d'Action Sociale et du Département qui interviennent auprès des personnes âgées en perte d'autonomie ou dépendantes, la Ville développe une politique de proximité et de solidarité en faveur de plusieurs générations de seniors, du jeune retraité à la personne très âgée, vivant à son domicile. Ces différents âges de la retraite imposent des approches différenciées pour mieux prendre en compte les besoins des publics.

## Les objectifs pour l'année 2018

Le projet municipal en direction des seniors se poursuit en 2018 autour de plusieurs axes :

- l'accueil, l'information, l'accompagnement en facilitant l'accès aux services publics,
- l'ouverture de nouveaux restaurants (quartier Jules Julien)
- l'accès aux loisirs culturels, sportifs, numériques à travers les Espaces Seniors (Reynerie et La Terrasse), les Espaces Seniors Connectés ouverts en 2016 et étendus sur sept quartiers pour développer des activités numériques (du débutant au senior déjà expérimenté),
- la prévention des effets du vieillissement et la détection de la fragilité avec une diversité d'initiatives associant les acteurs locaux,
- la lutte contre les situations d'isolement et de précarité, avec notamment la poursuite du service Allô Ecoute Seniors, en gestion municipale
- le développement des échanges intergénérationnels,
- la poursuite de manifestations telles que la Semaine Senior et plus, qui s'installe désormais chaque année, place du Capitole, au mois de septembre.



## Chiffres clés

### Promotion de la santé

**250** enfants inscrits à «Sportez-vous bien»  
**225** personnes inscrites dans 12 activités «Manger Mieux, Bouger Plus»  
**900** exemplaires du Livre «dort»  
 66 soirées «Fêtons plus, Risquons moins»  
**46** associations subventionnées  
**23** projets territoriaux en ASV

### Service médical

**4 750** vaccinations voyageurs,  
**1 825** au calendrier vaccinal  
**1 240** PAI enfants scolarisés, en ADL et colonies

### Santé-Environnement

**1 190** enquêtes en habitat indigne  
**39** arrêtés préfectoraux d'urgence, 6 d'insalubrité  
**1 160** plaintes bruit traitées  
**350** établissements alimentaires contrôlés  
**1,9** tonne de déchets de soins éliminés

### Animal dans la ville

**830** prestations de désinsectisation  
**500** animaux capturés  
**35** permis de détention de chiens catégorisés  
**165** zones de nuisance de moustiques cartographiées

### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**3,8 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**1,28 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**2,37 M€** (dont 2 M€ de Dotation Générale de Décentralisation)

## Le contexte

La Ville oriente sa politique au plus près de la santé et du bien-être des Toulousains pour lutter contre ou réduire les inégalités sociales et territoriales de santé en relayant au niveau local, les campagnes nationales de promotion de la santé, dans un cadre contractuel. Sur les 12 territoires prioritaires en difficulté, le volet santé du contrat de ville Toulouse Métropole 2015-2020 et les Ateliers santé ville (ASV) renforcent l'accompagnement des citoyens en termes d'éducation et de promotion pour la santé.

Les missions régaliennes du Service communal d'hygiène et de santé visent à préserver la santé des populations sur les thématiques habitat, bruit, alimentation, régulation des animaux errants ou nuisibles (fourrière animale et centre 3D : désinfection, désinsectisation, dératisation).

Une attention est portée sur la lutte contre la transmission des maladies infectieuses dans les établissements recevant des enfants, et une offre de vaccination et de conseil aux voyageurs est aussi proposée.

## Les objectifs pour l'année 2018

- Inscrire les actions de promotion de la santé de la Ville dans un cadre contractuel (Contrat local de santé de préfiguration avec l'ARS Occitanie, et Contrat de Ville Toulouse-Métropole)
- Conforter les partenariats institutionnels et associatifs pour les actions portées par le Conseil local de santé mentale, le dispositif « Fêtons Plus Risquons moins », et la Communauté municipale de santé
- Être force de proposition de projets innovants (Sport et santé, Qualité de l'air intérieur des locaux accueillant des enfants de moins de 6 ans, Repérage de la fragilité des personnes âgées...)
- Intensifier la communication du centre de vaccination et ses interventions auprès des plus démunis
- Conforter la transversalité des missions régaliennes et les inscrire dans une démarche d'évaluation
- Organiser une deuxième manifestation grand public « Animal dans la Ville »
- Contribuer à la lutte anti-vectorielle en proposant un plan de prévention contre les moustiques en ville.

### Chiffres clés

**111** terrains de football  
dont 21 synthétiques

Plus de **500 000** heures  
planifiées pour les activités  
terrestres et aquatiques.

**382 420** visites à Toulouse Plages.

#### BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 :  
**24,5 M€**

Dépenses de fonctionnement :  
**8,3 M€**

Dépenses d'investissement :  
**12 M€**

Recettes de fonctionnement :  
**3 M€**

## Le contexte

L'année 2017 a été marquée principalement par la construction et l'adoption d'un « plan piscine » à l'échelle de la ville de Toulouse.

Ce projet ambitieux financé à hauteur de 30 M€ sur 8 ans, doit permettre de pérenniser les établissements nautiques toulousains, mais aussi d'augmenter significativement la surface de baignade pour de meilleures conditions d'accueil, et plus d'espace. Ce programme sera accompagné de 84 mesures visant à satisfaire tous les publics et à mettre en valeur le « savoir nager ».

La piscine Alban Minville est le premier établissement nautique qui bénéficie dès 2017 (réouverture en 2020) de ce plan qui s'achèvera en 2025.

L'année 2017, c'est aussi l'obtention par la France de l'accueil des jeux olympiques de 2024. Toulouse recevra dans ce cadre des rencontres de football masculines et féminines.

Des « boucles d'activités » sont mises en place avec réalisation des parcours forme et fitness sur le territoire.

L'année 2017, c'est la poursuite du travail de la direction en matière de rénovation et de construction de nouvelles infrastructures sportives, la transformation et la rénovation de terrains synthétiques, la mise en place de lieux de convivialité. Un travail de proximité avec nos partenaires associatifs a été engagé pour permettre une certaine autonomie sur plusieurs installations. Enfin, c'est la poursuite du travail pédagogique engagé depuis longtemps sur le temps scolaire avec l'intervention des éducateurs sportifs maîtres nageurs sauveteurs et terrestres, l'animation sportive vers les différents publics, le sport dans les quartiers, mais aussi la pratique sportive handisport.

## Les objectifs pour l'année 2018

Dans nos objectifs 2018, il y a bien évidemment la poursuite du « plan piscine », avec des travaux sur A Minville, Bellevue, Chapou, Toulouse Lautrec et Pech David. La Délégation aux Sports engage la transformation/ rénovation de 5 terrains synthétiques. Elle continue ses efforts sur les rénovations envisagées dans le cadre du programme du mandat. Elle développe des pratiques loisirs et forme avec la réalisation de modules fitness et street workout.

Les animations estivales de Toulouse plage, dont le succès ne faiblit pas, sont de nouveau programmées. Enfin la politique d'éducation et d'animation sportive offre, en complément du mouvement sportif, un panel d'activités physiques large et varié à l'ensemble des toulousains.



# Moyens et modernisation de l'action publique

**P.56** Ressources humaines

**P.57** Gestion des bâtiments communaux

**P.58** Schéma directeur immobilier municipal

**P.59** Numérique



## RESSOURCES HUMAINES

### Chiffres clés

Equivalents Temps Plein (ETP) permanents : **6685** (moyenne constatée à fin septembre 2017)

**140** départs retraite en 2017

**18600** journées de formation

### BUDGET 2018

Dépenses en fonctionnement : **6,5 M€**

Dépenses en investissement : **0,25 M€**

Recettes de fonctionnement : **4,9 M€** refacturation Toulouse Métropole

## Le contexte

La gestion et le pilotage des ressources humaines de la ville de Toulouse et de Toulouse Métropole s'inscrivent dans un cadre commun depuis 2009. En janvier 2017 une étape supplémentaire dans l'intégration de l'ensemble des fonctions « support » a été franchie, avec la création de services communs rattachés à Toulouse Métropole.

En 2017, de nouvelles bases d'accompagnement des managers stratégiques et de proximité ont été posées et structurées afin de les aider dans leurs missions d'acteurs RH.

La formation tout au long de la carrière de l'ensemble des agents est un enjeu fort de nos deux entités, qui s'appuie désormais sur un plan de formation triennal.

S'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue et de simplification des processus et procédures, les services contribuent à la modernisation et à l'optimisation de l'administration.

La dématérialisation des entretiens annuels d'évaluation généralisée à l'ensemble des directions en 2017 en est un exemple.

La prévention des risques et le bien-être au travail sont parmi les priorités de nos collectivités, avec une attention particulière portée aux agents en reprise d'activité ainsi qu'à ceux en situation de handicap.

## Les objectifs pour l'année 2018

L'enjeu de maîtrise de la masse salariale et des effectifs est réaffirmé pour 2018, dans un contexte d'actualité réglementaire particulièrement dense (reclassement de l'ensemble des agents du fait du dispositif Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations étendu sur un calendrier de déploiement 2016-2020, mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel...).

Les créations de postes seront limitées aux impératifs de reprise de compétences de l'État ou aux recours nouveaux nécessaires liés aux politiques publiques prioritaires.

En 2018, le recours aux personnels non permanents (renforts, remplaçants, saisonniers) demeurera limité et contraint par une gestion en enveloppes fermées.

Un nouveau partage des fonctions RH entre Direction des Ressources Humaines et nouveaux services opérationnels dédiés permettra, à compter de 2018, de mieux accompagner les directions dans l'exercice de leurs missions de Service Public, dans un souci de proximité et de professionnalisation.

Une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sera engagée en 2018, structurant une approche davantage axée sur l'évolution des métiers, la prévention, et l'anticipation des besoins en formation et accompagnement.

# GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

## Chiffres clés

**38** métiers du Bâtiment

Plus de **2000** bâtiments communaux représentant près de **1,4 M de m²**

### BUDGET 2018

Dépenses de fonctionnement : **26,9 M€** dont **16,8 M€** de fluides (eau, gaz, électricité, chauffage urbain)

Dépenses d'investissement : **6,39 M€** (maintenance réglementaire)

## Le contexte

La direction de l'architecture assure la maintenance des bâtiments et des équipements techniques qui y sont associés. Compte tenu de la taille du patrimoine et de sa destination (700 Établissements Recevant du Public), cette maintenance constitue un enjeu économique, fonctionnel et sécuritaire majeur pour la collectivité.

## Les objectifs pour l'année 2018

### INTENSIFIER LE BIM POUR LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DES BÂTIMENTS

En vue de fiabiliser les opérations et d'en réduire les délais et les coûts, la Ville de Toulouse a initié la conception et la construction des nouveaux bâtiments en recourant à la modélisation sous maquette numérique 3D dite « BIM » : Building Information Modeling. Le travail collaboratif sur le bâtiment virtuel permet en effet de concentrer la résolution des problèmes sur les temps de conception et d'anticiper ainsi les difficultés du chantier. Ces expérimentations sont menées en synergie avec les instances représentant : les architectes, les ingénieurs et les entreprises du bâtiment. En outre tous ces projets sont visualisables en réalité virtuelle pour garantir dans la phase études la conformité avec les attentes des futurs utilisateurs.

### ACCENTUER L'EFFORT SUR LE PATRIMOINE BÂTI HISTORIQUE POUR ACCOMPAGNER LA CANDIDATURE DE LA VILLE AU CLASSEMENT UNESCO

Dans le cadre de la candidature à l'UNESCO, un effort particulier sera porté sur la restauration du patrimoine bâti historique avec le lancement des restaurations des basiliques de la Daurade et de Saint-Sernin.

### MONTÉE EN PUISSANCE DU PLAN PISCINE

Dans le cadre du plan piscine une programmation concernant 13 piscines municipales a été prévue s'étalant sur 9 ans. L'année 2018 sera celle :

- d'études et deancements des travaux pour les piscines Alban Minville, Bellevue et Chapou ;
- du lancement des concours et des études pour les piscines Toulouse Lautrec et Pech David.

### RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

Dans le cadre de la création du réseau de chaleur TED (Toulouse Energie Durable) qui va desservir les quartiers : Empalot, Rangueil, Saouzelong et Jules Julien, 14 bâtiments communaux vont être raccordés à l'automne 2018. Ce raccordement permettra une économie de 850 tonnes de CO<sub>2</sub> en année pleine.



# SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER MUNICIPAL

## Chiffres clés

Le Patrimoine immobilier en 2017 est composé comme suit :

**1,08 M m<sup>2</sup> (SHOB) en pleine propriété** contre 1,1 M m<sup>2</sup> en 2016 et 1,2 M m<sup>2</sup> en 2015

**30 376 m<sup>2</sup> en location** (contre 30 735 m<sup>2</sup> en 2016 et 32 382 m<sup>2</sup> en 2015)

## BUDGET 2018

Dépenses de fonctionnement :  
**5,6 M€** (dont 2,2 M€ de fiscalité locale)

Recettes en fonctionnement :  
**1,5 M€**

Dépenses en investissement :  
**6,4 M€**

Recettes en investissement :  
**6,8 M€**

## Le contexte

La Direction de l'Immobilier a mis en œuvre une gestion plus dynamique du patrimoine. A ce titre, elle travaille désormais sur un PLAN D'ACTION à moyenne et longue échéance, permettant à terme aux directions de la Ville et de la Métropole de disposer de locaux professionnels modernes, adaptés aux nouveaux modes de travail, évolutifs et modulables dans le temps, en vue de rationaliser et d'optimiser les moyens des collectivités.

Ce Plan d'Action sert 3 objectifs majeurs, sur le parc immobilier des services :

- céder les biens immobiliers non utiles au service public ou dont les coûts de réhabilitation seraient trop importants par rapport à la valeur vénale du bien ;
- diminuer les dépenses de fonctionnement en réduisant les coûts de locations ;
- préparer l'avenir en investissant dans l'acquisition de biens immobiliers plus adaptés au fonctionnement des services.

## Les objectifs pour l'année 2018

### CESSIONS

La cession des biens, conformément à la feuille de route fixée à la Direction de l'Immobilier, se poursuit, étant précisé qu'actuellement des dossiers importants sont à l'étude pour aboutir en 2018.

### ACQUISITIONS

La Direction de l'Immobilier a négocié plusieurs opérations de rachat de biens occupés par des services de la ville. Ces opérations se concrétiseront au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et devraient générer une économie de charges de fonctionnement de l'ordre de 600 000 € / an.

### REGROUPEMENTS

La 1<sup>ère</sup> pierre de l'immeuble Borderouge (**0,4 M€ sur 2018**), destiné à accueillir plus de 250 agents des directions de l'Education, de l'Enfance et Loisirs et de la Petite enfance, vient d'être posée. La livraison du chantier est attendue pour début 2019.

### TRANSVERSALITE DE LA FONCTION IMMOBILIERE

La redéfinition de la fonction immobilière au sein de la collectivité a conduit la Direction de l'Immobilier, en co-construction avec la Direction de l'Architecture, mais également avec l'ensemble des directions gestionnaires impactées, à lancer un Schéma directeur du système d'information immobilier global.

La consultation des prestataires sera lancée courant 2018, afin de se doter d'un outil informatique permettant à l'ensemble des services de la collectivité de travailler en transversalité par le partage de données, de bénéficier de solutions applicatives innovantes et d'accompagner la transition numérique.

#### BUDGET 2018

Dépenses de fonctionnement :  
**6 M€**

Dépenses d'investissement :  
**4,6 M€**

## Le contexte

La Direction du Numérique a mis en œuvre sa nouvelle organisation ainsi qu'une nouvelle gouvernance. Pour rappel, 6 axes stratégiques guident son action :

- Agir pour la Cité de demain (ville numérique et durable, démocratie locale, objets connectés)
- Faciliter les démarches des usagers (e-administration, mobilité, ...)
- Renforcer l'efficacité de l'administration (dématérialisation, modernisation des processus)
- Valoriser les données pour fiabiliser le système d'information, piloter et prévoir
- Protéger le système d'information et assurer la continuité du service
- Contribuer à la construction de la Métropole

Dans ce contexte, des projets structurants sont en cours de réalisation en lien avec chacun des axes stratégiques. Sont prévus la construction d'une plateforme de données urbaines, la mise en place d'outils de tableaux de bord de pilotage de l'action publique. Sont également planifiés la participation à l'ensemble des projets liés au schéma directeur Smart City ou encore la constitution d'un service commun SIG à destination des communes membres de la Métropole. La multiplication des attaques virales mondiales nécessite également des réponses sécuritaires.

## Les objectifs pour l'année 2018

La Direction du Numérique conduit la transformation numérique de l'organisation et l'urbanisation de son système d'information. Cela passe notamment par la mise en œuvre des schémas directeurs thématiques en cours de finalisation (Immobilier, SIRH, marchés publics) ou encore la réalisation des dernières briques relatives à la dématérialisation en particulier de la chaîne comptable.

Elle participe à l'innovation du territoire toulousain par la poursuite des projets liés à la Smart City ainsi qu'aux projets portés par la collectivité et ses partenaires dans le cadre des appels à projets de niveau national ou européen.

Elle veille également à la sécurité du système d'information, non seulement au plan technique, mais également au plan juridique par l'action menée sur le respect des nouvelles règles européennes en matière de protection des données à caractère personnel.

Enfin, l'année 2018 va voir le début de la transformation du système d'information qui sera à l'avenir centré sur la donnée afin d'apporter de meilleurs éléments de pilotage. Cela suppose des actions préalables de définition, de sécurisation et de fiabilisation de la qualité de la donnée.



A photograph showing two people, a man and a woman, looking at a large urban map spread out on a table. The man, on the right, is wearing glasses and a light blue shirt. The woman, in the foreground, has curly hair and is wearing a white shirt. She is pointing at a specific location on the map with her right hand. The map shows a street grid with various colored areas: a large brown area in the top left, a green area in the middle left, and several yellow and green areas in the bottom right. A red line runs through the map. The text 'Thématique transversale : le Contrat de Ville' is overlaid in a white box with a blue border. The word 'KETTE' is visible in red on the map.

# Thématique transversale : le Contrat de Ville



# CONTRAT DE VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

## Chiffres clés

Le Contrat de ville signé pour 6 ans par 37 signataires dont l'ensemble des Collectivités Locales autour de 5 orientations stratégiques et 16 programmes opérationnels

**16** quartiers prioritaires de la Métropole dont **12** pour la Ville de Toulouse comptant **54 000** habitants ; **12** conseils citoyens constitués dont **9** sur Toulouse mobilisant plus de **400** toulousains habitants les quartiers prioritaires

Enveloppe d'accompagnement des projets associatifs : elle demeure sanctuarisée à hauteur de **2,4 M €** et permet de soutenir près de **300** projets à destination des habitants des QPV toulousains

NPNRU – ANRU II – **4** programmes de rénovation urbaine dont **3** d'intérêt National (Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue, Bellefontaine, Empalot, Reynerie) et **1** d'intérêt Régional (Izards) inscrits au Protocole de préfiguration signé avec l'ANRU en 2016

PNRU – ANRU I – Poursuite des **3** conventions GPV en cours avec **169** opérations co financées par la Ville et **78** portées en tant que maîtrise d'ouvrage sur la période 2005-2017

## BUDGET 2018

Masse salariale prévisionnelle 2018 : **1 M €**

Dépenses de fonctionnement : **2,6 M €**

Dépenses d'investissement : **4,7 M €** dont **1,7 M €** pour le Centre d'Animation Reynerie /Maison de la citoyenneté n°6, **0,76 M €** pour les interventions en Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (interventions dans les Quartiers Prioritaires de la Ville) et **0,5 M €** pour travaux de sécurisation du bâtiment Oz'iris rue de l'Ukraine.

## Le contexte

Nouveau cadre d'action de la politique de la ville issu de la loi Ville et Cohésion Urbaine du 21 février 2014, l'objectif du contrat de ville est de réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires au travers des modes d'interventions territoriales intégrant les dynamiques de développement social, économique et urbain.

A Toulouse, les quartiers prioritaires recensés sont : Mirail Université – Reynerie, Bellefontaine – Milan, Bagatelle La Faourette Papus Tabar Bordelongue, Les Pradettes, Arènes, Cépière-Beauregard, Izards-La Vache, Bourbaki, Negreneys, La Gloire, Soupetard, Empalot, Bréguet-Lecrivain et Les Maraîchers.

Ce nouveau Contrat de Ville a une visée très opérationnelle : il s'agit de mettre en œuvre un plan d'action pour six ans. Le cadre de vie, la cohésion sociale et le développement économique forment les trois piliers du Contrat de ville. Des équipes dédiées animent la mise en œuvre du volet territorial du contrat et la définition de ces orientations.

Les Programmes de Rénovation Urbaine inscrits au Protocole de préfiguration avec l'ANRU sont parties intégrantes du contrat de ville 2015-2020

## Les objectifs pour l'année 2018

En vue de réduire les inégalités entre les quartiers prioritaires et le reste de la Métropole, le Contrat de Ville regroupe à la fois les projets de rénovation urbaine, de gestion de proximité piloté dans le cadre du programme de rénovation urbaine et les actions de développement social et économique animés territorialement par des équipes dédiées et largement concertés avec les habitants. En 2018, se poursuivra donc la mise en œuvre des 16 programmes et leur déclinaison en actions.

2018 sera également l'année du bilan à mi parcours, l'occasion d'un arrêt sur image sur les Plans d'Actions Territoriaux (PAT) co-construits avec les acteurs du quartier dont les conseils citoyens. Les Assises Métropolitaines de la politique de la ville organisées en décembre 2017 et les temps de travail partenarial leur permettront d'ajuster les actions développées dans chacun des QPV toulousains. En 2018, les 9 Conseils citoyens toulousains auront été renouvelés et débiteront un nouveau mandat de deux ans.

Sur les territoires en Politique de Rénovation Urbaine se poursuivent les opérations inscrites à l'ANRU I : à Bagatelle - La Faourette – Papus – Tabar - Bordelongue avec le lancement des études du projet cœur de quartier Papus (pôle commercial, équipement polyvalent, pôle médical, ...) et le lancement de la transformation du grand espace vert de Bagatelle ; à Empalot avec la poursuite des chantiers du centre commercial ; à Bellefontaine avec le lancement de la réhabilitation de la piscine Alban Minville, de la construction de l'EPHAD et à La Reynerie avec la poursuite de l'aménagement de la centralité Abbal (pôle commercial...).

Par ailleurs, dans le cadre du NPNRU – ANRU II - se poursuivent les études inscrites au protocole de préfiguration, notamment l'étude sur les potentialités de développement économique des QPV et l'étude marketing territorial. Ces études doivent permettre, à terme, de préciser le programme de travail à décliner dans les conventions à venir. Les premières devraient être signées d'ici la fin de l'année 2018.





# 2018

## Rapport du budget primitif

.....